

La voix de l'opposition de gauche

Le 25 octobre 2017

CAUSERIE

Cette très longue causerie a été rédigée du 19 au 24 octobre.

- [Causerie au format pdf \(42 pages\)](#)

Infos personnelles et réflexions politiques

1- Mon épouse est sortie du coma au bout de 10 jours. Dans l'état où elle est, ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour personne, surtout pour elle.

2- Nos trois chèvres ont encore mis bas à trois jours d'intervalle donnant naissance à trois mâles et quatre femelles, et comme une a trois petits, à nouveau elle rejette le plus faible et refuse de l'alimenter, du coup je suis reparti pour le biberon pendant deux mois ! Il faut croire que la chèvre ne peut fournir du lait qu'à deux chevreaux, elle est conçue ainsi, donc sans une intervention humaine le troisième et parfois le quatrième chevreau sont condamnés à mourir.

Il faut croire qu'à l'origine (et pas seulement) l'homme est moins évolué qu'une chèvre, puisqu'il procrée sans savoir s'il pourra nourrir sa progéniture, c'est dire qu'il vient de très loin, et entre nous, il se fout de savoir quel sort lui réservera la société plus tard. Et s'il est destiné à développer des facultés pour assurer sa survie ou la reproduction de son espèce, rien ne dit qu'il parviendra à les acquérir, ni quand et ni comment ou dans quelles conditions. Hormis se reproduire pour ne pas disparaître, il n'existe rien d'autre qui soit inné chez lui. Et quant à la sensibilité de ses sens, elle semble être en rapport avec la composition de ses sens et ce qu'ils peuvent supporter sans qu'il en ait conscience, c'est l'expérience qui en fixera les limites. Il est donc bien mal loti à la naissance notre primate supérieur !

Quand on se pose des questions et qu'on observe notre propre comportement, on peut remonter jusqu'à notre origine. Et lorsqu'on est parvenu à atteindre un certain niveau de conscience, on doit être en mesure de situer à quel stade de développement se situe une expérience en s'appuyant sur tous les stades par lesquels nous sommes passés, d'où l'intérêt de revisiter le passé.

Quand on lit la littérature des intellectuels, on a l'impression que des pans entiers du passé n'ont jamais existé, ce qui en fera des hommes bornés et limités, sans idéal puisqu'ils ne peuvent pas se le représenter, le futur devant reproduire le passé indéfiniment, ce qui signifie que l'homme ne sera jamais libre, vous parlez d'un idéal !

Tout cela pour en arriver là ? Ils ignorent comment s'est développé le capitalisme, partant de là, qu'est-ce qu'ils savent, pas grand chose en réalité. On ne porte pas un jugement sur eux en disant cela, ils l'illustrent quotidiennement et nous les observons, c'est tout. Non ce n'est pas tout, c'est à nous faire devenir chèvre !

Après avoir fumé ma petite cigarette du soir, j'ai l'esprit qui vagabonde, mais je ne perds pas le nord, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! A vrai dire, cela soulage. Quand j'ai écrit nos trois chèvres tout au début, j'ignorais totalement la suite. Et vous savez d'où ce genre de truc m'est venu ? Des surréalistes et de l'écriture automatique. Utiliser un moyen inconscient pour atteindre la conscience et en prendre conscience surtout, il fallait y penser, merci infiniment monsieur

Breton, je vous dois tant ! Et l'amour fou, mais là ce n'était pas très raisonnable puisque c'est hors de notre portée, on s'y consume trop rapidement, à moins qu'il ne l'envisageait pas autrement, histoire de rester libre, la liberté était une obsession chez les surréalistes. Et comme la liberté est toute une histoire à elle toute seule, forcément ils allaient s'engager dans la lutte des classes, de préférence au côté des opprimés, Breton se rapprochera de Trotsky.

Ce qu'il y a de bien dans la liberté, c'est qu'elle est avant tout dialectique, elle en est le produit et la véhicule en se jouant des obstacles qu'elle rencontre sur son chemin pour se réaliser, elle est la synthèse de la dialectique ou elle en est l'expression la plus achevée.

Quand on dit que notre liberté s'arrête où commence celles des autres, on lui fixe une limite, dans ces conditions cela signifie qu'elle n'existe pas réellement encore ou qu'elle n'a pas atteint le stade requis pour être partagée, quand elle n'opprime pas, elle est réprimée. Ensuite la question est de voir qui elle opprime ou qui est réprimé, qui opprime qui ou qui est réprimé par qui, à partir de là on sait qui ou quoi restreint son champ d'expression, ce qui permettra d'établir qui détient la légitimité d'en assurer le développement des exploités et des oppresseurs ou des opprimés et des opprimés qui sont les plus nombreux, la bonne réponse est facile à deviner.

Nous sommes encore très loin de la société idéale de nos jours, n'est-ce pas ? Il semblerait même qu'on s'en éloigne un peu plus chaque jour, et on comprend que cela soit désespérant, mais pas suffisant pour l'abandonner, sinon qu'est-ce qui nous resterait ? Rien.

3- J'ignore si vous l'avez remarqué il y a quelque chose qui me distingue de l'intellectuel, lui il se sent obligé de faire référence à tel ou tel auteur ou évènement historique qu'il n'a pas vécu, alors que je me réfère le plus souvent à mon expérience de la vie, bien que j'ai lu autant que lui et étudier souvent davantage. Lui il semble toujours avoir vécu par procuration, ce qui en fait une personnalité assez insignifiante, parce qu'inexistante pour ainsi dire. C'est à croire que penser par soi-même serait une tare ou sans intérêt, alors que c'est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, on exprime ce qu'on a vécu, on parle de ce qu'on connaît le mieux, notre propre existence, ce devrait être en principe une source d'inspiration inépuisable, et on comprend que lorsqu'on s'en détourne, on doit aller chercher ailleurs, sans forcément être bien inspiré.

Quand je dis que penser est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, il faudrait ajouter pour bien faire en partageant notre expérience de la vie, c'est un acte de liberté qu'on peut s'offrir à condition de n'avoir rien à se reprocher ou n'avoir jamais nuit intentionnellement à nos frères et soeurs de galère. On a tout à gagner à être honnête et sincère dans la vie, même si cela n'est pas forcément compris ou nous occasionne bien des problèmes dont on se serait passé.

Sans volonté, l'homme est promis à un avenir médiocre : Abolissons les privilèges, le capitalisme !

- Une note d'Einstein sur le secret du bonheur va être vendue aux enchères - AFP

En 1922, le physicien allemand, célèbre notamment pour sa théorie sur la relativité, avait effectué une tournée au Japon, où il donnait des conférences.

A l'époque, Einstein venait d'être informé de sa prochaine désignation pour le prix Nobel de physique, et sa notoriété commençait à se développer au-delà de la communauté scientifique.

La scène se déroule à l'Imperial Hotel de Tokyo, affirme aujourd'hui le vendeur de la précieuse note: un coursier japonais arrive pour livrer un courrier au physicien. Nul ne sait s'il refuse un pourboire, en accord aux pratiques locales, ou si Einstein ne dispose pas de monnaie, mais le physicien, pour ne pas le laisser partir les mains vides, lui remet deux notes en allemand.

"Peut-être si tu as de la chance, ces notes auront beaucoup plus de valeur qu'un simple pourboire", lui dit alors Einstein, d'après le vendeur, un proche du coursier japonais qui réside à ce jour dans la ville allemande de Hambourg.

Sur l'une des notes, rédigée sur du papier frappé du logo de l'Imperial Hotel, est écrit: "une vie tranquille et modeste apporte plus de joie que la recherche du succès qui implique une agitation permanente".

Sur la seconde, apposée sur une feuille blanche, on retrouve le célèbre adage, emprunté à Lénine: "là où il y a une volonté, il y a un chemin". AFP 23 octobre 2017

Einstein ne confondait pas volonté et ambition. La volonté est le chemin qui mène à la liberté.

Assassinat et pillage programmés.

- Comment tuer la Sécu - bernard-gensane.over-blog.com

Il y a bien des manières, mais il en est une douce, discrète et hypocrite. Elle consiste à dire au bon peuple qu'on va lui donner du pouvoir d'achat en abaissant, voire en supprimant, les cotisations sociales (et patronales, tant qu'on y est). (...)

La droite et la bourgeoisie française – relayés par les médecins libéraux – n'ont jamais accepté la Sécurité sociale. Elles n'ont cessé de lui flanquer des coups de boutoirs pour l'affaiblir et la dénaturer. Un exemple : en 1967, les ordonnances du gouvernement Pompidou, sous De Gaulle, démantèlent la Sécu en séparant des domaines désormais distincts et autonomes : maladie, famille, vieillesse. Le patronat exige et obtient un paritarisme strict entre ceux qu'on n'appelle pas encore systématiquement les « partenaires sociaux » qui auront dès lors le même nombre de représentants dans les conseils d'administration. Les ordonnances suppriment par ailleurs les élections des administrateurs salariés qui seront désormais désignés. En d'autres termes, la Sécu qui gère désormais le salaire différé des travailleurs est dominée par les patrons.

Le grand problème est effectivement celui du salaire différé. Les cotisations sont toutes du salaire. Différé. Un salaire que l'on touche à côté du salaire proprement dit ou quand on part en retraite. Accepter aujourd'hui 2% du pouvoir d'achat en plus par l'abaissement ou la suppression des cotisations c'est accepter des soins toujours de moins en moins gratuits et des pensions toujours de plus en plus faibles. La cotisation est le fondement de la Sécu. Pour simplifier, elles signifient : « je suis malade, tu payes ; tu es malade, je paye ; je travaille, je paye ta retraite ; tu travailles, je vis une retraite décente ». Les cotisations sont l'alpha et l'oméga de la solidarité entre les assurés contemporains et intergénérationnels.

Depuis les attaques de De Gaulle, les menées n'ont cessé, de droite comme de gauche. Après les plans Barre, la création de la CSG par Rocard, nous eûmes Georgina Dufoix qui inventa les déremboursements des médicaments, les lois Veil et Balladur imposant l'allongement de la cotisation, les mesures de Juppé et de Raffarin contre les retraites, les lois scélérates de Jospin en 2001 imposant les normes européennes aux mutuelles, l'ordonnance Douste-Blazy de 2004 (le Conseil d'administration de la Cnam devient le Conseil de la Cnam, ce qui permet le retour du Medef, qui avait quitté les caisses le 1er octobre 2001, provoquant pendant 3 années une grave crise du paritarisme), les lois Bachelot confiant le pilotage de la protection sociale aux « préfets sanitaires » des agences régionales de santé. Pour couronner le tout, en 2013, la généralisation de la complémentaire santé pour les salariés par le biais d'une mutualité d'entreprise qui installera bien sur ses rails la privatisation du système.

Avec le banquier Macron – relais direct du grand patronat – aux commandes, nous assistons désormais à une attaque frontale. Les assurés sont victimes d'une amputation directe du salaire

dont la cotisation fait partie. La cotisation est la seule création de richesse qui va directement du cotisant au travailleur dans sa vie sans passer par les dividendes des actionnaires. Il serait en outre illusoire de croire que l'allègement des cotisations bénéficie à l'investissement ou qu'il est source de créations d'emplois : il ira gonfler les dividendes.

En bref, réduire ou supprimer les cotisations, c'est tuer le principe de solidarité, brader le système au privé, enclencher la misère. bernard-gensane.over-blog.com 12 octobre 2017

Confirmation.

- Assurance maladie: 30% des dépenses "pas pertinentes" pour Agnès Buzyn - AFP

La chasse aux économies est lancée par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui évalue dimanche à 30% les dépenses de l'Assurance maladie "pas pertinentes" et explique comment elle entend traquer les actes "inutiles" dans les hôpitaux.

- Sécu: "des choix" en faveur du "pouvoir d'achat" et de la "solidarité". - AFP 25 octobre 2017

En famille. Jimmy Carter, George H.W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, de si braves philanthropes...

- 5 ex présidents américains se réunissent - huffingtonpost.fr

Vous n'ignorez certainement pas que les Américains affectionnent particulièrement les fêtes de famille.

Alors tout le monde se remémore les grands moments de leurs existences, et on se dit qu'on est quand même bien ensemble. L'événement que le pays va célébrer ce samedi est plutôt de ceux-là, même s'il ressemble à une fête de famille. La réunion se tiendra à 21h, au Reed Arena, situé entre Dallas et Houston, au Texas. Les organisateurs ont choisi un nom à la hauteur de ce qu'ils préparent: "One America Appeal", une seule Amérique, appeal se traduisant au choix par "l'appel" à réaliser ce but ou "le charme" ou "l'avantage" de le faire. C'est toutefois bien d'unité dont il s'agira car les cinq anciens présidents encore vivants seront présents

Non, ce n'est pas la première fois qu'une telle réunion a lieu; mais la dernière fois qu'il y a eu cinq présidents en même temps, c'était lorsque le président Reagan a inauguré la bibliothèque qui porte son nom, à Simi Valley, en Californie. Gérald Ford, Richard Nixon, Jimmy Carter et George H. Bush s'étaient alors joints à lui.

Pendant cette soirée, certains se demanderont tout de même pourquoi il en manque un. C'est le mauvais garçon de la famille. Celui dont on ne supporte pas trop les manières. Il est plus brutal et ne vient pas aux fêtes de famille et ne sera pas sur la photo avec les autres. Il a pourtant envoyé un petit mot, pour dire qu'il soutenait. On s'en contentera. huffingtonpost.fr 21.10

En famille. A propos du blog Les Crises.

Il manquait à la bonne conscience du petit bourgeois une milice agréer par la Société Générale avec les compliments du Pentagone.

Le blog Les Crises se définit comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle*". On se pose immédiatement la question contre quoi, contre qui, pour qui, certainement pas contre le capitalisme et ses représentants, les capitalistes, alors contre qui sinon le socialisme et la classe ouvrière. Voyons un peu comment ils s'y prennent pour mener leur combat de classe.

Le propriétaire du blog Les Crises, Olivier Berruyer, en tant qu'actuaire il offre ses services aux compagnies d'assurance et aux banques. Il est régulièrement l'invité de la banque en ligne Boursorama propriété de la Société Générale, on est donc en droit d'en déduire que le contenu de son blog et son orientation politique sont compatibles avec les besoins de l'oligarchie.

Olivier Berruyer a rejoint Nouvelle Donne en 2013, et depuis peu ce blog héberge les articles de Jacques Sapir, qui s'était illustré en réclamant l'union du Front national et du Front de gauche. Il cumule donc le populisme d'extrême droite et de gauche qui finiront ensemble dans la même fosse septique de l'histoire.

Ce blog diffuse essentiellement des articles également publiés par d'autres médias dits alternatifs, qui ne servent qu'à cautionner l'existence du capitalisme ou ses institutions, dont leurs auteurs se contentent de dénoncer les excès, et pour se donner un peu plus de consistance ce blog s'attaque aux dérives des médias institutionnels qui un jour auraient été vertueux, voyez-vous cela, bref, cela n'engage à rien et permet de vivre confortablement.

Vous vous dites peut-être qu'il est quand même la cible de féroces attaques de la part de certains médias pour avoir tenu des positions politiquement incorrecte, notamment sur l'Ukraine ou le Venezuela, ce qui le rendrait agréable à vos yeux. Détrompez-vous, s'il est parallèlement un des plus féroces partisans de la version officielle du 11 septembre 2001, en réalité il se sert du même procédé que Bush, qui pour justifier sa politique avait besoin de se fabriquer un ennemi, le terrorisme, afin de se faire passer pour un défenseur de la démocratie et de la liberté. Monsieur Berruyer a équilibré ses prises de position de manière à passer pour un démocrate sur la question ukrainienne ou vénézuélienne auprès d'une frange de la petite bourgeoisie ou des classe moyennes, et un ennemi auprès du journal Le Monde et son Décodex, tout en ménageant l'oligarchie en adoptant son discours sur le 11 septembre 2001 ou en s'attaquant violemment à son pire ennemi, Thierry Meyssan ou le Réseau Voltaire.

Le fait d'être attaqué par Le Monde ou son Décodex ou encore Conspiracy Watch (Rudy Reichstadt, porte-parole acharné du néolibéralisme, faussaire éhonté, la pire des pourritures qui soient, je le classe à l'extrême droite.) suffit à la plupart de ses lecteurs pour faire de monsieur Berruyer quelqu'un de sympathique, une victime innocente, parce qu'ils partagent son mode pensée malhonnête et hypocrite, ils ne retiennent que ce qui correspond à leurs intérêts, ne cherchez pas ailleurs où ils seraient cohérents.

Un mot sur Boursorama pour mieux comprendre l'orientation politique de ce blog.

Boursorama est une société française dont les activités se partagent principalement entre l'animation du portail d'information Boursorama.com et l'activité de banque en ligne avec Boursorama Banque. La Société Générale est actionnaire de la totalité du capital de Boursorama (coté en Bourse).

- "Tous les métaux précieux devraient être concernés par l'alourdissement de la taxe sur les lingots d'or, souhaitée par le gouvernement." Olivier Berruyer, auteur du blog les-crises.fr.

Boursorama devient une banque 100 % en ligne en 2013 avec la fermeture de ses dernières agences physiques.

En juin 2015, la Société Générale termine l'acquisition de Boursorama en rachetant la part détenue par CaixaBank pour 218 millions d'euros¹⁷, valorisant alors Boursorama à environ un milliard d'euros lors de son passage en tant que filiale exclusive de la Société Générale.

Le portail Internet Boursorama.com se distingue par la diffusion d'actualités à dominante économique, en fonctionnant comme un agrégateur de contenus. Une large majorité d'articles de

presse disponibles sur le site provient de fournisseurs externes, dont les articles sont rediffusés de manière automatisée par Boursorama. Parmi ces fournisseurs de contenus se trouvent notamment l'AFP et l'agence Reuters. Boursorama dispose également d'un partenariat avec l'AFP pour que cette dernière produise des articles diffusés exclusivement sur le portail Boursorama.com.

Au fil des années, Boursorama.com a élargi le spectre de ses actualités, avec le développement d'une rubrique politique puis d'une rubrique d'actualités françaises généralistes. Par sa nature d'agrégateur de contenus externes, Boursorama.com est politiquement neutre, tout en étant associé à un lectorat se reconnaissant a priori dans les idées libérales, du fait du traitement intensif de l'actualité des marchés financiers. wikipedia.org

Le seul intérêt de ce blog réside parfois dans les commentaires laissés par ses lecteurs qui sont issus des classes moyennes en général, ce qui permet de se faire une idée sur leur état d'esprit ou celui qui y domine.

Passons à l'épreuve pratique.

- Le déclin dangereux de l'hégémonie américaine, par Daniel Lazare - les-crisis.fr 23.10

Présentation de l'article par Les Crises :

- *"Derrière l'hystérie de Washington au sujet de la Russie, de la Syrie et de la Corée du Nord, voici l'analyse plus complète de l'hégémonie américaine en décomposition mais dangereuse qui résiste au début d'un nouvel ordre multipolaire, explique Daniel Lazare."*

Cette analyse était tellement "complète" qu'elle a suscité le commentaire suivant d'un lecteur :

- *"Ce qui est dangereux ce n'est pas le déclin de l'hégémonie américaine mais le comportement belliciste des US depuis 25 ans, depuis leur intervention militaire en Somalie qui s'était déjà piteusement terminé. Ce qui est dangereux c'est leur manie d'intervenir militairement, le plus souvent à mauvais escient. Ils ont bien du mal à accepter un monde multipolaire. Leurs erreurs d'analyses entraînent des échecs répétés."*

Décryptage.

- *"depuis 25 ans"*, seulement ? Pourquoi pas depuis près de 70 ans (Corée, Vietnam, Iran, etc.) ?

- *"le plus souvent à mauvais escient"*, parce qu'il y aurait des guerres impérialistes menées à bon escient, celles citées précédemment par exemple.

Ce genre d'articles sert à conforter les illusions que les classes moyennes ont dans le capitalisme, vous n'en trouverez jamais dans ce blog qui justifieraient la rupture avec le capitalisme.

- Jupiter se mue en Atlas, par Guillaume Berlat - les-crisis.fr 23.10

Cet article qui se veut critique envers Macron ne sert qu'à cautionner sa politique de réaction sur toute la ligne. La preuve :

- *"Pour ce qui est des actes, nous jugerons dans quelques mois."*

- *"Emmanuel Macron veut transformer la France (Cf. les ordonnances sur la loi travail que nul ne conteste en réalité)"*

- L'auteur regrette *"l'impuissance de l'Europe à se ressaisir et, par voie de conséquence, de la France à peser dans le débat."*

- Ses préoccupations recourent celles de Macron ou de la Commission européenne : *"enrayer la crise de l'euro" ; "contrecarrer les forces centrifuges qui sont de plus en plus fortes" au sein de l'UE ; "empêcher la dislocation des règles européennes".*

Rien ne va plus à la cour pénale internationale ! par Guillaume Berlat - les-crises.fr

De quoi s'agit-il ?

D'une *"enquête intitulée Les secrets de la Cour est le fruit de six mois d'investigation menée par huit médias internationaux membres de l'« European Investigate Collaborations » (EIC comprenant Mediapart, Der Spiegel, NRC Handelsblad, The Sunday Times, El Mundo, Le Soir, ANCIR et The Black Sea)."*

Son objet ?

Dénoncer ses disfonctionnement pour mieux cautionner son existence, je cite *"la création de la Cour pénale internationale à Rome est de bon augure en tant qu'espoir d'une société internationale régulée"* sous les auspices de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale. La preuve.

"L'Argentin Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de 2003 à 2012, détenait plusieurs sociétés offshore alors qu'il était en place à La Haye, révèle Le Soir avec ses partenaires du réseau European Investigative Collaborations (EIC)."

Le monde est dirigé par des corrompus, des escrocs, des mafieux, des criminels, des barbares, et après ? Quoi après, rien. Il faut bien faire avec tel était le message.

Un complément de Mediapart

Qui a dit ?

Les travailleurs chinois apprécieront :

- *"Ce n'est pas la Chine qui est à l'origine de la globalisation, mais elle est certainement le pays qui en a le plus profité."*

Réponse : Blog Mediapart, Pascal Boniface (Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris... et piloté depuis Washington). Article relayé par le blog Les-crises.fr (Société générale).

Eh oui, tout se tient ! Tous les réactionnaires se tiennent les coudes on devrait ajouter.

Les ONG, ces instruments de la réaction.

Et dire que lorsqu'on les accusait d'être des officines liées à la CIA, on nous prenait pour des gauchistes ou des fous à lier. Elles ne s'en cachent même plus ! Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Commentaires d'internautes.

1- " *Le 21 Février, le secrétaire général de la ligue libyenne des droit de l'homme le Dr Sliman Bouchuiguir avait été à l'origine d'une pétition avec l'organisation UN Watch et la National Endowment for democracy. Cette pétition est signée par plus de 70 ONG . Puis, quelques jours plus tard, le 25 Février 2011, le Dr Sliman Bouchuiguir s'est rendu au conseil des droits de l'homme des nations unies afin d'y exposer les allégations concernant les crimes du gouvernement de Mouamar Kadhafi. Au cours du mois de Juillet dernier nous nous sommes rendus à Genève afin de nous y entretenir avec le Dr Sliman Bouchuiguir.*"

<https://www.youtube.com/watch?v=koYzkEWHtQA>

- Par le même journaliste, Julien Theil, son 2ème document et le rôle d'Amnesty France et les allégations sur les mercenaires engagés par Kadhafi.

<https://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc>

et son interview

<https://www.youtube.com/watch?v=1WC4u6Z8hvk>

2- Voilà qui nous ramène au billet de Robert Parry :

<https://www.les-crises.fr/les-documents-de-ladministration-reagan-mettent-en-lumiere-lingerence-des-etats-unis-par-robert-parry/>

Au lieu de continuer à dépendre fortement de la CIA, le président Reagan et son équipe de sécurité nationale ont commencé à transférer bon nombre de ces responsabilités « d'action politique » vers des « organisations non gouvernementales » (ONG) qui opéraient ouvertement et recevaient des fonds d'autres organismes gouvernementaux américains.

NED. Freedom House, Accuracy in Media, une organisation importante de défense des droits de l'homme, a demandé conseil et des directives à Casey et Raymond (CIA) tout en faisant la publicité du besoin d'aide financière du groupe.

Depuis sa fondation, NED a versé des centaines de millions de dollars à des ONG du monde entier, en se concentrant sur la formation d'activistes, la création de médias et le soutien aux organisations civiques.

3- Et si l'on tient compte de la chronologie des événements, le téléphone de Blair à Kadhafi a lieu le jour (25 février) ou le Dr Sliman Bouchuiguir a sa pétition et les signatures des ONG en poche et se présente au conseil des droits de l'homme des nations unies !

Dossier sur l'Espagne.

On a à faire à une nouvelle mystification avec le référendum et l'indépendance de la Catalogne.

1- J'ai passé des heures à rechercher des articles sur l'Espagne, et j'ai l'impression d'avoir perdu mon temps. J'ai sélectionné des passages, et j'ai fini par me dire qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans la manière dont on abordait cette question, et que comme d'habitude on était passé à côté de l'essentiel, de la question la plus élémentaire que les partisans de l'indépendance de la Catalogne s'étaient employés à éviter de poser, car il est impensable qu'elle ne soit pas venu à l'esprit, à savoir : Tous les travailleurs espagnols bénéficient-ils des mêmes droits sociaux et politiques ?

En répondant oui, cela signifie que le régime espagnol est de type républicain dans le sens où on l'entend ordinairement, et c'est effectivement le cas. Donc à quoi rime de vouloir créer une république dans chaque région que comptent l'Espagne ? Dans toute l'Espagne, c'est bien la même classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes, et c'est bien la même classe qui ne détient aucun pouvoir, la classe ouvrière. Si c'est la même Constitution, les mêmes institutions qui oppriment le peuple travailleur, il sera plus puissant pour les renverser s'il est uni, plutôt que s'il est morcelé et ses forces divisées par sept. Bruxelles l'a bien compris contrairement à nos révolutionnaires dogmatiques, un Etat puissant pourra plus facilement imposer sa politique et réprimer les masses, de la même manière que seul un puissant Etat ouvrier pourra mater la classe des capitalistes.

Une fois l'indépendance d'une région acquise, ses autorités seraient évidemment dans l'incapacité de faire face à ses obligations financières qui se traduiraient par le besoin urgent de trouver des fonds ou de se tourner vers différentes sources de financement, les prédateurs ou usuriers du marché, ce qui leur permettrait de justifier des "économies", autrement dit de réaliser de nouvelles coupes dans les droits sociaux des travailleurs, de procéder à des licenciements en masse, en tenant le langage suivant : Vous avez voulu l'indépendance, vous l'avez, vous saviez que cela pourrait nécessiter de lourds sacrifices, alors maintenant vous devez les assumer et en payer le prix, on n'a rien sans rien que voulez-vous, etc. ce qui permettrait au passage au patronat d'obtenir par ce biais ce qu'il n'avait pas pu obtenir autrement et le tour serait joué. On peut déjà imaginer si toutes les régions imitaient la Catalogne comment cela se traduirait pour les travailleurs : un code du travail par région, un smic par région, des conventions collectives ou des droits sociaux distincts d'une région à l'autre, un droit à la santé, au logement, à l'éducation différent selon les régions, etc. bref, un progrès social considérable !

Ce qui explique pourquoi Bruxelles et les capitales européennes n'ont pas soutenu immédiatement le gouvernement espagnol, mais peut-être aussi pourquoi Rajoy a laissé pourrir la situation de manière à laisser le processus référendaire se poursuivre jusqu'au bout, histoire de laisser s'instaurer le chaos en Catalogne auquel devait participer le patronat, qui s'est empressé d'annoncer la délocalisation du siège social de plus de 1200 entreprises vers les autres régions espagnoles, sans que leur activité ne soit interrompue en Catalogne évidemment, les affaires continuent, sans pour autant permettre que la Catalogne se sépare de l'Espagne et en réprimant violemment les indépendantistes, demain l'ensemble de la classe ouvrière du pays.

Tout cela tombe sous le sens, c'est déconcertant de constater que tant de militants passent à côté.

Le combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions héritées du franquisme devrait être l'axe de combat politique des masses exploitées de toute l'Espagne. C'est le développement économique qui est à l'origine du développement social et politique, et qui permet d'entrevoir la possibilité de passer à un autre type de développement, à un autre mode de production, si maintenant on le remet en cause, c'est tout l'édifice social et politique qui s'écroule, et tout espoir de changer la société disparaît. Quant aux différents clans de la bourgeoisie, de la monarchie et de l'armée espagnole qui s'affrontent, on le sait, ce sont des prédateurs, des charognards et ils se bouffent entre eux, ils se servent du peuple pour l'entraîner dans des aventures où il n'a rien à y gagner, pendant qu'eux vaquent à leurs affaires.

On ne pouvait pas aborder la question du référendum sans se poser un ensemble de question, or les opportunistes qui le soutiennent se sont bien gardés de les poser, pour eux, il avait forcément un contenu progressiste ou il devait correspondre aux besoins des travailleurs espagnols.

Ce sont les mêmes qui partagèrent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, qui célébrèrent les "printemps arabes", l'indépendance du Kurdistan, qui virent dans les campagnes initiées par Hollande et son gouvernement un moyen de faire progresser les droits de certaines minorités ou communautés, autant d'impostures, de manipulations, d'instrumentalisation destinées

en réalité uniquement à servir les intérêts de la réaction, à lui permettre d'appliquer sa stratégie de guerre contre tous les peuples.

Ce sont les mêmes qui osent se réclamer du marxisme, et pour lesquels l'homme, le travailleur, le mouvement ouvrier serait forcément bon, progressiste, pour un peu révolutionnaire ou socialiste quelles que soient les conditions dans lesquelles ils sont placés, ignorant ou refusant d'admettre qu'ils pourraient être mauvais, réactionnaires, une telle interprétation ne correspond pas à la réalité, elle est anti-dialectique et n'a rien à voir avec le marxisme, elle ne permet pas de comprendre la situation et de replacer dans le processus général les événements qui sont amenés à se produire...

2- Quand je lis qu'une "*transition démocratique*" se serait produite "*à la suite de la mort de Franco*" (Wikipédia), ce qui est communément admis, et qu'on nous dit que c'est une monarchie franquiste qui opprime la Catalogne, je ne comprends plus, ou plutôt je ne comprends que trop bien que la démocratie n'a jamais été établie en Espagne, pas plus qu'ailleurs.

Ce que j'observe, c'est qu'en dehors de la Commune en France et de la République des soviets en Russie, en guise de démocratie, chaque fois que la civilisation réalisa un progrès, le prolétariat ou les opprimés en furent les jambes qu'on brisa ou enchaîna par la suite, pendant que les têtes étaient raccourcies ou tombaient (thermidor), on a donc écopé du reste, de la fonction alimentaire ! Ce qui explique pourquoi leur société sent plutôt le vomi et tend à se putréfier en dégageant un parfum nauséabond.

Je pense que ce terme de démocratie a été utilisé autrefois davantage pour témoigner que la civilisation humaine réalisait un progrès vers la démocratie qui demeurait un idéal chaque fois que le peuple était rassemblé et mis en mouvement. Il a été détourné de sa signification. Pour évoquer les rapports qui existent entre les classes, on peut parler d'expressions de la démocratie sans que forcément elle se réalise ou que ces expressions se traduisent sur le plan pratique, et elle demeurera inachevée aussi longtemps que le peuple travailleur n'aura pas pris le pouvoir et ne sera pas en mesure de l'assumer.

3- Quand la réaction réalise à sa manière les objectifs du programme de la révolution socialiste, ils sont forcément tournés contre le prolétariat et le socialisme.

L'indépendance de la Catalogne est l'expression ou la traduction politique de la décomposition du capitalisme et de la société. En principe son stade supérieur devrait être son unification à l'échelle européenne, puis mondiale, ce qui implique l'éradication du capitalisme de la surface de la planète. Il semblerait que l'indépendance de la Catalogne soit orientée dans une toute autre direction, c'est un euphémisme.

Bruxelles traite l'Espagne, tout comme les autres pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne et hier la Grande-Bretagne, comme une colonie, une région, un Etat vassalisé, d'où son soutien aux autorités de Madrid. Madrid traite la Catalogne de la même manière, et en fait la totalité de l'Espagne, plus particulièrement le prolétariat. Dans ces conditions, le mouvement des masses catalanes et de toute l'Espagne devrait s'orienter contre les institutions nationales pour les renverser et instaurer une République sociale espagnole qui évidemment romprait avec l'UE.

La question de la monnaie doit être abordée séparément parce qu'elle est liée à des facteurs particuliers qu'on ne peut traiter à partir de principes. Quand on traite de choses matérielles, il faut voir comment elles se comportent, surtout quand on ne peut pas s'en passer, pour commercer toute nation a besoin d'une monnaie d'échange. Vous pouvez créer une nouvelle monnaie, si aucun pays ne lui reconnaît une légitimité, elle ne servira à rien sur le marché mondial. On peut maudire le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling, etc. il n'en demeure pas moins qu'ils sont incontournables. Si tous les pays refusaient notre monnaie et que nous faisons de même avec les

leurs, on prendrait le risque de se retrouver face à de graves difficultés économiques, donc vaut mieux éviter de se retrouver dans une fâcheuse posture inutilement.

Maintenant il va de soi qu'une révolution socialiste victorieuse verrait se dresser contre elle immédiatement la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs vassaux...

Pour nous la question déterminante dans un premier temps, c'est la prise du pouvoir politique, le renversement du régime en place, et puisque toutes les autres questions seront ensuite traitées dans ce cadre et dans le même état d'esprit ou la même disposition, sous les mêmes rapports entre les classes, il n'y a pas lieu de s'en faire ou de polémiquer sur quelque chose qui n'existe pas, allons à l'essentiel et nous nous en porterons que mieux.

Trotsky : Leçons d'Espagne : dernier avertissement.

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/12/lt19371217.htm>

Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques. - Léon Trotsky, 28 septembre 1937

Extrait. La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité.

C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique.

La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants, - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites ni restriction.

(Surévaluer l'importance d'un mouvement social, des résultats d'un référendum ou d'une élection, de déclarations, etc. C'est valable dans le sens inverse en sous-évaluant leur signification ou leur portée. C'est une erreur que j'ai souvent commise, pas faiblesse, on surestime la portée d'un événement politique uniquement pour stimuler les militants, alors qu'on n'en pense pas un mot. Mais jamais je n'ai fait croire aux lecteurs que telle ou telle action pourrait faire reculer le gouvernement, ce qui me distingue des opportunistes. Au contraire dans la foulée du retrait du CPE j'ai indiqué qu'il restait encore 21 types de contrats précaires, et après le référendum de 2005, j'avais affirmé qu'ils le contourneraient, jamais je n'ai essayé de tricher avec la réalité contrairement à nos dirigeants qui ont littéralement théoriser cette méthode. Dès lors qu'on part du constat que le prolétariat et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés ou qu'on a ce facteur à l'esprit, on n'est pas vraiment porté à raconter des blagues aux militants. Et s'ils le prennent mal et bien tant pis, il y en a bien parmi eux qui le comprennent. - LVOG)

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires: le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait.

(En comparant des situations qui ne sont pas comparables, en faisant appel à des citations des marxistes d'un autre âge ou sans tenir compte de leurs contextes, par exemple.

Pour ce qui est du développement ou du déclin du capitalisme, de l'élévation ou de la baisse du niveau de vie du prolétariat, de la stabilité ou de la décomposition de la démocratie, nos dirigeants ont transformé ces tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus, au point de les rendre aveugle ou de s'aveugler eux-mêmes.

Par exemple, ils refusent de considérer que le gigantesque parasitisme que constitue le gangstérisme financier remplirait plusieurs fonctions, dont celle de palier au déclin du capitalisme, de contourner ses contradictions ou empêcher qu'elles conduisent à son effondrement, il n'y voit que pillage et spéculation, de la même manière qu'une fois pour toute, ils ont décrété que les forces productives avaient cessé de croître, alors que ce n'est qu'une tendance générale, tout comme la baisse tendancielle du taux de profit.

Il suffit que des mesures adoptée par un gouvernement se traduisent par une baisse du niveau de vie du prolétariat, pour qu'ils en déduisent que c'est l'ensemble du prolétariat qui s'appauvrirait, occultant que lors de la période précédente son niveau de vie avait considérablement augmenté ou que par le biais de nouveaux facteurs ses revenus avaient beaucoup progressé, par exemple, lorsqu'un ménage est passé de un à deux salaires.

Quant à la stabilité ou la décomposition de la démocratie, quand elle était relativement stable ils prédisaient que cela ne durerait pas, ce qui était correct, et quand elle se décomposait, ils prênaient le retour à sa stabilité !

A aucun moment ils n'ont considéré la crise du capitalisme, l'appauvrissement du prolétariat ou la remise en cause des expressions de la démocratie comme des tendances générales du capitalisme, ils sont incapables d'expliquer de manière cohérente pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, pourquoi le prolétariat une fois appauvri continue de vivre comme avant, hormis évidemment les couche qui n'ont jamais cessé d'être pauvres, pourquoi une fois piétinée la démocratie continue de faire illusion, ni comment pour ces trois facteurs. Et dès qu'on aborde cette question, on se fait traiter de tous les noms par ces gens-là ! - LVOG)

Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des travailleurs. Par son essence même, le sectarisme est voué à la stérilité.

(Mais camarade Trotsky, qui se soucie de "la mentalité des travailleurs", là aussi dès qu'on aborde cette question on passe pour des révisionnistes, on nous accuse de sortir du cadre de la lutte des classes, de verser dans le complotiste ou de perdre la tête, mais en face, chez nos ennemis, ils s'en occupent quotidiennement, d'où le combat que je mène également sur ce terrain-là. - LVOG)

De la monarchie franquiste républicaine à la République ploutocratique des féodaux.

Lettre aux militants du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Etat espagnol) et du Courant communiste internationaliste du POI (France), Paris, le 18 octobre 2017

Chers camarades,

Pour le prolétariat français, rien de ce qui se passe du point de vue de la lutte de classe dans l'Etat espagnol n'a jamais été étranger.

(Le "prolétariat français" n'est même pas foutu de s'intéresser à son propre sort, alors on se demande comment il aurait un "point de vue" sur ce qui se passe en Espagne ou ailleurs. - LVOG)

C'est pourquoi, au nom de la Tendance communiste internationaliste (TCI, membre du CORQI), nous nous adressons fraternellement à vous. Nous nous adressons à vous moins de 48 heures après que deux responsables d'organisations démocratiques catalanes ont été jetés en prison par la monarchie franquiste.

(Un amalgame qui ne sert qu'à nier le fait que les institutions espagnoles en place sont aussi ou plus républicaines encore que celles qui existent à Paris, Rome ou Berlin par exemple, pour justifier le processus d'indépendance engagé en Espagne qui aurait pour objectif d'instaurer une république qui ne serait que le clone de celle qui existe dans tous les pays sous régime capitaliste, pour un peu on voudrait nous faire croire qu'il s'agirait d'instaurer une véritable démocratie ce qui est inenvisageable sans remettre en cause les rapports existant entre les classes, qui plus est dans le cadre de l'Union européenne. - LVOG)

Accusés de « sédition » par un juge, ils sont menacés de 15 ans de prison car ils ont commis le « crime » d'avoir appelé les masses à organiser par elles-mêmes le référendum du 1er octobre, ce qu'elles ont fait, organisées dans les Comités de défense du référendum, imposant leur choix démocratique, malgré les violences policières, en votant massivement « oui » à la question : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ? ». (Répétons-le, un État "indépendant", vraiment, alors que les autorités catalanes n'ont cessé d'affirmer que leur intention n'était pas de rompre avec l'UE et l'euro ? Là cela devient grotesque à la fin. - LVOG) Le 1er octobre, prenant leurs propres affaires en main (Encore une sur interprétation de la réalité - LVOG), les masses se sont prononcées nettement pour la République catalane, qui, pour nous trotskystes, constitue nécessairement une première brèche mettant à l'ordre du jour la République basque, la République galicienne, la République andalouse, etc., vers l'union libre des Républiques libres de la péninsule ibérique.

(La désintégration de l'Espagne au profit de provinces régionales encore plus subordonnées et contrôlées par l'UE, le retour à l'Ancien Régime avec ses barrières douanières, ses langues, ses inégalités, au lieu du combat pour une République sociale espagnole qui unirait les masses de toutes les régions et se substituerait à l'Etat bourgeois en garantissant les mêmes droits à tous les citoyens sur tout son territoire, etc. - LVOG)

Camarades, Le jour même où ces deux militants sont jetés en prison, le numéro 649 de la Carta semanal, la Lettre hebdomadaire du comité central du POSI écrit ceci : « Il est nécessaire d'ouvrir le combat pour une issue politique. Une issue qui ne peut partir que d'une prémisse : Halte aux menaces d'application de l'article 155 (...) combat que seules les principales organisations de la classe ouvrière peuvent mettre en œuvre (...) C'est à partir de là que l'on peut véritablement parler d'un dialogue, c'est-à-dire d'une négociation politique pour une issue démocratique, issue qui inclut un véritable référendum libre » (souligné par nous) 1 . Un « véritable référendum » ? Autrement dit, le référendum du 1er octobre n'était pas un « véritable référendum », puisqu'il en faudrait un autre ? Mais qu'aurait-il donc fallu au référendum du 1er octobre pour que le rédacteur de la Carta semanal le considère comme « véritable » ? Qu'il ait obtenu l'autorisation de Rajoy et du roi Felipe ? Est-ce pour cela que la Carta semanal décourage les travailleurs catalans de proclamer la République, en écrivant : « Présenter au peuple de la Catalogne qu'il n'y a qu'une seule alternative, ou bien la situation actuelle ou bien la déclaration unilatérale d'indépendance, ne sert qu'à isoler le peuple de la Catalogne » ? Vous le savez, camarades, avant et après le 1er octobre, toutes les forces de la réaction – Rajoy, le roi Felipe, la Commission européenne, les dirigeants du PSOE, Macron, etc. – se sont coalisées pour prétendre que ce référendum n'était pas légitime, qu'il n'avait aucune valeur, qu'il n'était pas démocratique. Rajoy a même osé dire qu'il « n'avait pas eu lieu » ! Précisons : on peut avoir des points de vue différents sur la séparation du peuple catalan de l'Etat espagnol, savoir si elle est souhaitable ou non. Mais quel que soit le point de vue, on doit commencer par reconnaître que 1 Le même texte est publié le 18 octobre sous forme d'article dans Informations ouvrières en France. c'est au peuple catalan de décider. Pour notre part, nous partageons le point de vue du camarade Lambert qui, en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol, proposait de formuler ainsi les choses « Nous

sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. Nous sommes pour le soutien au peuple basque, qui souffre des mêmes maux que ceux dont nous souffrons, et peut-être pire. Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou... et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007).

(Libre de quoi, sinon de continuer de se faire exploiter, et donc opprimer, non plus par le pouvoir central installé à Madrid mais par celui des seigneurs régnants dans les différentes régions. - LVOG)

On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe. Mais ce qui est une question de principe, c'est reconnaître le droit légitime du peuple catalan d'avoir organisé le référendum le 1er octobre et d'y avoir exprimé sa volonté.

(Quand on sait sur quelle orientation politique réactionnaire, vous avez le droit de la partager, mais qu'il nous soit permis de nous y opposer et de la dénoncer, de la combattre. - LVOG)

Ce qui est une question de principe, c'est le refus de marcher avec Rajoy, avec le roi, avec tous ceux qui osent dire « le référendum du 1er octobre n'est pas légitime ».

(C'est de la diffamation que de renvoyer systématiquement au côté de Rajoy et du roi les opposants à l'indépendance de la Catalogne, un procédé infâme ou un diktat digne des méthodes staliniennes qui avait déjà cours dans ce courant politique dans les années 70. - LVOG)

Le rédacteur de la Carta semanal écrit que l'issue politique relève de la responsabilité « des principales organisations ouvrières ». Certes, elle devrait en relever. Mais peut-on taire le fait que les directions de ces principales organisations, du PSOE à Podemos et Izquierda Unida, en passant par les dirigeants des confédérations syndicales UGT et CCOO, refusent toutes aujourd'hui de reconnaître ce fait élémentaire : le peuple catalan s'est exprimé le 1er octobre et il veut la République maintenant. Peut-on faire comme si, dans le journal Ara (5 octobre), sous le titre : « L'UGT condamne les protestations contre la police espagnole », le secrétaire général de l'UGT, Pepe Álvarez, n'avait pas affirmé que les violences policières du 1er octobre ne sont « pas le fait de la Guardia civil ni de la police nationale mais de ceux qui donnent les ordres », et n'avait pas condamné « toute intimidation à l'encontre des agents (de police) à Barcelone » qualifiant de « véritable honte » les rassemblements de citoyens devant les commissariats pour protester contre les violences policières ! Lorsque l'on rejoint ceux qui, de Rajoy aux dirigeants du PSOE, en passant par le roi Felipe et la Commission européenne, nient l'existence du référendum du 1er octobre et du mandat donné par le peuple catalan ; Lorsque l'on prétend voir une « condamnation des violences policières » là où il y a au contraire une couverture honteuse de la répression perpétrée par les forces de l'ordre de la monarchie contre la volonté des masses de voter pour la République au référendum ; Lorsque l'on fait cela alors que les appareils contre-révolutionnaires dans le monde entier et en Europe s'accordent tous pour isoler le peuple et les travailleurs catalans, pour les livrer à la répression qui se prépare... Lorsqu'on en arrive là, cela ne relève plus de désaccords politiques légitimes entre militants se réclamant de la IV^e Internationale, c'est tourner le dos à tout ce pour quoi la IV^e Internationale et les trotskystes ont combattu dans l'Etat espagnol depuis des décennies.

(Ce courant politique est littéralement fossilisé depuis la disparition de Trotsky. Il ne tient pas compte des transformations de la société dans chaque pays, des modifications qui sont intervenues dans les rapports entre les classes et qui se sont répercutées au niveau de leurs institutions. Ils tiennent absolument à ce que la réalité telle qu'elle existe de nos jours colle à leur théorie en grande partie obsolète ou qu'ils n'ont jamais actualisée, et ils sont prêts à faire feu de

tout bois pour justifier leur opportunisme, ici assimiler les opposants à l'indépendance de la Catalogne à la réaction. A aucun moment il ne leur viendra à l'esprit que notre position pourrait se situer dans une perspective politique diamétralement opposée à celle de la réaction, et qu'elle pourrait correspondre aux tâches politiques que les travailleurs doivent se fixer pour avancer sur la voie de leur émancipation du capitalisme et ses institutions. - LVOG)

Militants du POSI, vous le savez, ce qu'écrivait la Carta semanal du 16 octobre est le contraire de ce pour quoi vous avez rejoint les rangs de la IV^e Internationale. C'est le contraire de ce qu'affirmait le POSI il y a encore quelques mois ! C'est l'inverse des principes affirmés par l'Organizacion Cuarta Internacional de l'Etat espagnol (OCIE) qui soulignait il y a quarante ans « la portée révolutionnaire du mot d'ordre de droit des peuples catalan, basque, galicien et valencien à la séparation politique ». Nier le référendum du 1er octobre imposé par l'auto-organisation des masses, et son résultat, c'est jeter à la poubelle ce que Trotsky écrivait à Andreu Nin, en 1931 : « Le mot d'ordre du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes est devenu en Espagne d'une importance exceptionnelle. Ce mot d'ordre est du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer d'Espagne, mais notre devoir est de militer pour que le droit à la séparation leur soit reconnu s'ils désirent en faire usage ». Et Trotsky ajoutait : « Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple, il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret, il n'y a pas d'autre procédé ». N'est-ce pas exactement cela qui s'est passé le 1er octobre ? Oui, c'est ce qui s'est passé, et cela s'est passé parce que les masses l'ont imposé !

(Nous voilà retournés près d'un siècle en arrière ! Est-ce que cela correspond à l'état d'esprit des masses en Catalogne ou dans les différentes régions de l'Espagne, en sont-ils restés à cette époque-là, les institutions n'ont-elles pas évolué depuis, notamment depuis 1977 ? Parce qu'il y aurait toujours un roi en Espagne, dont la fonction est du même type que la couronne britannique, suédoise, danoise, etc. parce que l'héritage du franquisme n'aurait pas été aboli, comme en France les vestiges de la monarchie qu'on retrouve dans la Constitution de la Ve République, à les entendre l'existence du parlement élu (et des parlements régionaux) ou l'expression toute aussi étriquée qu'en France ou ailleurs de la démocratie n'existerait pas. - LVOG)

Et pourtant le rédacteur de la Carta semanal ose affirmer aujourd'hui que le vote au référendum du 1er octobre n'a pas été organisé « sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret », puisqu'il faudrait un autre « véritable référendum » ! Posons à nouveau la question : fallait-il avoir l'aval de Rajoy et du Tribunal constitutionnel de la monarchie ? Militants du POSI, nous sommes convaincus que vous n'accepterez pas la remise en cause des fondements mêmes de votre organisation, qui s'est constituée dans le combat intransigeant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la monarchie franquiste. Nous nous adressons également aux militants du CCI. Le jour même où paraît ce numéro de la Carta semanal, est diffusée en France une « déclaration du Bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI) » Une déclaration d'un recto... où la seule référence indirecte aux événements en Catalogne se résume à cette phrase : « Macron est au plus bas dans les sondages, le président des riches, sans assise politique, comme d'ailleurs de nombreux gouvernements de pays d'Europe, comme en Allemagne, en Espagne où le pouvoir monarchique hérité du franquisme est en grande difficulté. » Une phrase d'où les mots « Catalogne », « peuple catalan », « référendum », « République catalane », « indépendance » et « répression » sont absents ! Camarades du CCI, vous le savez, ce silence assourdissant de vos dirigeants sur la Catalogne est à la hauteur de leur silence, depuis des semaines, sur les déclarations honteuses de Jean-Luc Mélenchon sur la Catalogne. Pas un mot, pas une ligne dans Informations ouvrières, dans les déclarations du POI, et même dans les notes du Comité politique pour condamner les déclarations honteuses que Mélenchon enchaîne depuis trois semaines, contre le droit du peuple catalan à disposer de lui-même ! Le 1er octobre, alors que le peuple catalan vote pour la République, Mélenchon propose de régler le problème dans le cadre d'une « conférence permanente sur les frontières en Europe » et ajoute : « Il existe un cadre commun de la Méditerranée à l'Oural : l'OSCE », l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, institution d'ingérence impérialiste s'il en est ! Le 3 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon

regrette que « la monarchie semble incapable d'assumer la fonction fédératrice que le franquisme lui avait confiée » ! Pas un mot de la part des dirigeants du CCI à l'encontre de cette honteuse déclaration, alors que tout le monde sait que c'est sous son talon de fer, dans les geôles fascistes et face aux pelotons d'exécution que le franquisme a « fédéré » les peuples d'Espagne pendant quarante ans !

Le 10 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « les nations deviennent des coquilles vides où ceux qui sont les plus avantagés ne veulent plus prendre en charge ceux qui le sont moins, et ça vous donne un indépendantisme généralisé, régional, des plus favorisés face à ceux qui le sont moins. (...) nous avons la Catalogne sous nos yeux. » Bref, les Catalans seraient des nantis qui veulent quitter l'Espagne pour ne pas payer pour les autres ! Et Informations ouvrières de ce jour, 18 octobre, rend compte d'une réunion en présence d'un des principaux porte-parole de la France insoumise... et nulle part, à aucun moment celui-ci n'est interpellé sur les déclarations de Mélenchon contre le droit du peuple catalan à décider ! Camarades du CCI, vos dirigeants vous ont-ils dit, lorsqu'ils ont fait entrer le POI dans « l'espace politique de la France insoumise », que cette adhésion signifiait un ralliement politique aux positions – particulièrement réactionnaires – de Mélenchon niant le droit du peuple catalan à décider de son avenir ?

(On aura compris qu'ils instrumentalisent la crise espagnole pour régler leurs comptes entre eux ! - LVOG)

Camarades du CCI, camarades du POSI : nous avons certainement, vous et nous, des appréciations différentes des causes de la crise et de la scission de la IV^e Internationale de juin 2015. Mais au-delà de ces désaccords, le seul langage que devrait tenir un partisan du Programme de la IV^e Internationale aujourd'hui dans l'Etat espagnol, n'est-il pas celui que le camarade Lambert suggérait en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol : « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. (...) et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » Camarades du POSI et du CCI, Nous en sommes certains, pour tous ceux qui veulent rester fidèles au drapeau sans tâche de la IV^e Internationale, aux positions de principes défendues par Lénine et Trotsky, aux positions défendues contre vents et marées avec le camarade Lambert, comme nous, vous choisirez clairement votre camp : Inconditionnellement du côté du peuple catalan opprimé contre la monarchie franquiste et ses laquais au sommet des directions du mouvement ouvrier. Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.

(Si Lambert l'a dit, alors raison de plus pour ne pas partager sa position. Lambert, quelle référence, un imposteur ! Il voyait des marxistes partout en Algérie, en Yougoslavie... Pour avoir une idée assez précise de quel genre de dirigeant "trotskyste" il était, il faut savoir ou avoir en mémoire sa théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" qu'on n'a jamais vu venir, à laquelle il ne croyait pas lui-même et qu'il destinait aux militants naïfs que nous étions dans les années 70-80, et donc qu'il trompait sciemment, ce qu'on apprit bien plus tard par Pierre Broué notamment.

Pierre Broué - Je me rappelle un jour une réflexion qui m'avait beaucoup frappé, [lors d'] une de mes dernières entrevues [avec Lambert]. Il me dit :

« Comment va ton fils Michel ?

- Il va bien mais, tu sais, il m'a dit l'autre jour : "Je suis persuadé que nous sommes incapables de donner naissance à un parti révolutionnaire" .»

Lambert éclate de rire et il dit : « Ah, parce qu'il en est encore resté là, lui ? »

(Passions militantes et rigueur historienne de Karim Landais - Entretien avec Pierre Broué - Saint-Martin-d'Hères, jeudi 26 février 2004. Document disponible dans le portail.)

En réalité ce ne fut jamais son objectif, c'est un mythe. Et que ses disciples tentent une nouvelle fois de nous mystifier avec "le respect du mandat exprimé lors du référendum" catalan en se passant bien d'en fournir la nature de classe ou son orientation réactionnaire est dans l'ordre des choses. Ces gens sont si sclérosés, qu'ils ont fini par croire leurs propres fables, et ils trouvent rien de mieux à faire que d'accuser ceux qui n'y croient pas de mégalomanie ou bien pire encore, ils sont les champions de l'anathème, de l'excommunication, des procès en sorcellerie ou d'intention, nous n'essayerons pas de les convaincre de quoi que ce soit.

Double langage. Si des militants ont encore un doute, on va leur enlever immédiatement de la tête.

Ils ont écrit, vous venez de le lire, je n'invente rien :

- *"Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou... et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007). On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe."*

Puis ils terminent ainsi :

- *"Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes."*

Extraordinaire, un coup "*ce n'est pas une question de principe*" puis cela en devient une "*sur ces bases de principes*", et cela dans le même texte de quelques dizaines de lignes. Ils osent tout quoi, puisque leur militants sont prêts à tout gober. Ce n'est pas sérieux, non ? Je serais tenter de dire que ce sont les militants qui ont refusé de se regrouper sur la base du courant politique que j'anime et qui soutiennent ces dirigeants, qui cautionnent ce genre de pratiques qui relèvent du charlatanisme ou de l'aventurisme. - LVOG)

La catalogne et la question nationale par bicychavez - agoravox.fr

La situation actuelle en Espagne mérite que l'on s'y intéresse d'un point de vue marxiste. Aussi, avant de discuter de ce cas précis, est-il important de rappeler ce que l'on entend par les droits des nations à disposer d'elles-mêmes et donc de la question nationale.

Selon Marx « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. » Le manifeste du parti communiste, 1847

L'exploitation d'une classe par une autre a donc tendance à entraîner l'exploitation d'une nation par une autre. La formation des empires s'explique par les tentatives de la classe dominante d'échapper aux contradictions sociales en pillant d'autres pays pour corrompre une partie du peuple et acheter la paix sociale. Le marxisme lie donc la question des classes à celles de l'impérialisme, et affirme qu'il ne peut y avoir d'égalité et de paix entre les nations tant qu'il existe une classe exploiteuse.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant, négliger les luttes de libération nationales. A l'époque de l'impérialisme, l'internationalisme doit prendre cette forme : le prolétariat de la nation oppressive doit lutter pour le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, sans quoi « ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles » (Lénine). Ceci est d'autant plus dur qu'en mode impérialiste, la domination du capital financier crée dans les nations exploiteuses un « prolétariat bourgeois » (Engels) ; c'est à dire une classe moyenne que la bourgeoisie impérialiste entretient grâce aux surprofits extorqués sur le dos des nations exploitées. La lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse si on ne lutte pas contre cet opportunisme. Le prolétariat de la nation opprimée doit quant à lui avoir une politique indépendante de sa bourgeoisie, même lors de la brève période où le prolétariat est allié avec celle-ci. Ces deux conditions permettent l'unité entre le prolétariat de la nation opprimée et celui de la nation qui l'opprime.

A la lumière de ceci, nous pouvons analyser la situation en Espagne et statuer sur le droit à la nation catalane à disposer d'elle-même. Historiquement, la Catalogne est l'une des différentes nations qui constitue l'Espagne, avec des relations conflictuelles qui remontent loin. Contrairement à la France, l'Espagne n'a connu l'industrialisation que tardivement. Ainsi, la centralisation économique, base de toute intégration nationale ne s'y est pas réalisée complètement. En France, la centralisation initiée par Hugues Capet, a commencé à discipliner la féodalité. Les rois de France ont progressivement construit la monarchie absolue, dont l'apogée se situe à l'époque du règne Louis XIV. La révolution française, puis par l'empire et la république ont permis la poursuite de cette centralisation. La France a imposé une culture et une langue unique, au détriment de l'occitan et du breton par exemple, et cela n'a été possible que parce que la bourgeoisie française s'est développée de façon importante sur le plan économique tout au long de son histoire. C'est ce développement qui a permis l'émergence des routes, des cartes, des réseaux de poste, qui ont facilité la centralisation. L'Espagne n'a pas connu un développement capitaliste aussi important parce qu'elle s'est contentée de s'enrichir par le commerce de l'or à partir de la découverte de l'Amérique et le pillage des colonies. Au lieu d'être réalisé par la bourgeoisie, ce processus s'est fait autour de la noblesse et de l'Église, qui conservait l'or ou bâtissait des cathédrales, là où la bourgeoisie anglaise par exemple, utilisait cette accumulation primitive pour investir dans l'industrie. Au lieu d'avoir une bourgeoisie espagnole s'imposant et centralisant le pays sur le plan économique, linguistique et culturel, il s'est développé à des échelles plus petites diverses bourgeoisies, avec diverses langues et cultures. C'est ce qui explique que l'intégration nationale espagnole ne soit pas achevée.

Aujourd'hui, la Catalogne est une région très développée économiquement, en relation avec l'économie espagnole et le capital financier international ; elle est en même temps une nation qui possède une identité culturelle et linguistique légèrement différente de celle l'Espagne. Y a-t-il une oppression nationale de l'Espagne sur la Catalogne ? Sur le plan économique, c'est faux. La Catalogne se développe depuis des années grâce à la dette de l'état espagnol. En effet, en tant que région au statut d'autonomie relatif, la Catalogne pourrait emprunter directement sur les marchés financiers, mais à quel prix ? Certainement pas le même que celui d'un état comme l'Espagne, qui, même s'il est tout autant en faillite, est suffisamment stable pour payer sa dette grâce aux impôts. Sur le plan culturel et linguistique, là encore, le catalan est enseigné dans les écoles et couramment utilisé, il n'y a pas de répression culturelle. La Catalogne bénéficie d'une large autonomie sur ce plan. Bref, sur quoi repose donc les revendications des indépendantistes catalans ?

La réalité est qu'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie catalane suit son intérêt, c'est à dire est persuadée de payer pour les « fainnants » du reste de l'Espagne. Et en effet, pas besoin de l'Espagne pour le tourisme, ni pour exporter du vin en dehors de l'Espagne. Une autre partie de la bourgeoisie catalane vit du commerce avec l'Espagne, et d'ailleurs les grandes sociétés n'ont aucun problème avec les impôts. Le mouvement indépendantiste est donc un mouvement bourgeois et petit bourgeois, qui s'oppose à la bourgeoisie madrilène et à une partie de la bourgeoisie catalane. De chaque côté, la bourgeoisie tente de mobiliser le prolétariat derrière

la question nationale. Comme la bourgeoisie catalane est divisée, les indépendantistes pour arriver à leurs fins ont besoin du soutien du prolétariat. Par ailleurs, il est intéressant d'observer la position du gouvernement de Rajoy. Il voudrait amplifier le mouvement sécessionniste, il ne s'y prendrait pas autrement. La vraie raison de ses relents franquistes n'est pas à voir dans une hypothétique folie mais plutôt dans la volonté de faire diversion au regard de la montée de la pauvreté et du chômage. Du côté indépendantiste, la volonté de faire oublier des décennies de corruption (Pujol, Mas) à la tête de la Généralitat est l'explication la plus crédible.

Dans cette situation, il est absurde de qualifier le processus d'indépendance actuel comme une lutte de libération nationale. En tant que mouvement populaire, il pourrait servir de base à un mouvement révolutionnaire si les communistes espagnols et catalans travaillaient à l'unité du prolétariat. Le problème, c'est que comme la Catalogne n'a rien d'une nation opprimée par l'Espagne, cette lutte de « libération » est totalement artificielle et le prolétariat espagnol ne comprend pas pourquoi la Catalogne veut se séparer du reste du pays, ce qui ouvre la porte au chauvinisme de part et d'autre. Dans le cas présent, l'indépendance de la Catalogne tourne à la surenchère nationaliste, au moment où la crise économique s'aggrave et où plus que jamais on se rend compte de la dangerosité pour le prolétariat du nationalisme. Un véritable internationaliste reconnaît le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, mais travaille surtout à l'unité du prolétariat mondial, à l'indépendance du prolétariat de la politique de toute bourgeoisie, y compris lorsqu'il faut la soutenir tactiquement. Les marxistes mettent en avant non pas une culture nationale mais la culture internationale du prolétariat. D'autant qu'on peut se poser la question des vrais vainqueurs d'un émiettement des pays en régions « ethniquement » pures ? La réponse est simple : les états impérialistes centralisés qui pourront négocier plus aisément à leur avantage devant un confetti et les entreprises transnationales dont le chiffre d'affaires sera plus important que leur PIB. agoravox.fr 20.10

Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière - Démocratie révolutionnaire (NPA) - 20 octobre 2017

Extrait. L'Espagne a profondément changé, elle est devenue un pays totalement intégré au monde capitaliste. Un de ses patrons est classé parmi les 8 personnes les plus riches du monde. Son agriculture s'est industrialisée... En Espagne le capitalisme règne partout en maître même si son degré de développement, de rentabilité, n'est pas le même selon les « autonomies ». Les relations entre l'Etat central et la Catalogne ne se posent plus dans les mêmes termes qu'en 1930. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'émanciper d'une tutelle semi-féodale, mais de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre un Etat central considéré comme facteur d'injustice, d'inégalités entre autonomies, de « gaspillages »...

La révolte catalane est une nouvelle expression du rejet de cet Etat, de ce « régime de 78 », de sa politique entièrement vouée aux intérêts de la grande bourgeoisie, par une large fraction de la population, du monde du travail. Ce régime, la royauté constitutionnelle en vigueur actuellement en Espagne, est née en 1978, à la mort de Franco, à l'issue d'une « transition » réalisée par le parti de droite issu du franquisme, main dans la main avec le PSOE, le Parti communiste espagnol et Juan Carlos, le roi désigné par Franco. Ce processus consistait en une restauration de la royauté, qui avait été abolie en 1931, au début de la période révolutionnaire. Alors que la mort de Franco avait suscité l'immense espoir populaire que les comptes seraient réglés avec ces années de dictature, que l'on allait voir renaître cette république liquidée par Franco, la transition assurait en fait l'impunité des crimes du franquisme, le recyclage de ses cadres politiques dans ce qui deviendra le Parti Populaire, la restauration de la royauté...

Tout comme De Gaulle en France à l'issue de la 2ème guerre mondiale, main dans la main avec la SFIO et le PCF, avait assuré en douceur la « transition » du régime de Pétain à la IVème république en gardant à quelques exceptions près le même appareil d'Etat, la « transition » espagnole de 1978 assurait et assumait aussi, à travers la droite réactionnaire dont l'héritier est aujourd'hui le Parti Populaire, une continuité de l'Etat espagnol, franquisme inclus.

Cette « transition » est en crise depuis plusieurs années. Mais, tant sur le terrain des droits démocratiques que sur celui des droits sociaux, la réponse ne pourra venir que de la capacité des travailleurs à unifier le mécontentement pour renverser le régime. (...)

L'escalade politique et répressive du pouvoir central, qui exacerbe en retour les mobilisations populaires, est un choix délibéré de l'Etat espagnol. Il veut aller jusqu'au bout d'un affrontement qu'il sait inévitable avec des classes populaires poussées à la révolte par la crise, le chômage, les reculs démocratiques, l'arbitraire, la corruption qui s'affiche au sommet du pouvoir (y compris en Catalogne, cf. l'ancien président indépendantiste Mas...), les inégalités sociales qui touchent toute la société.

Cette colère s'était exprimée dans la rue dans toute l'Espagne avec le mouvement des Indignés, puis dans les urnes avec Podemos. Elle a pris aujourd'hui la forme de la crise catalane, qui fédère toute une vague de solidarité qui dépasse largement les milieux indépendantistes et la Catalogne elle-même. La crise catalane constitue ainsi un nouveau point de fixation de la contestation sociale en Espagne, ce qui rend le pouvoir central d'autant plus déterminé à le vaincre. Il peut compter, dans cette tâche, sur le soutien entier de l'UE et des Etats européens, tout comme du PSOE et de Ciudadanos.

Quelle que soit l'issue de l'affrontement qui se prépare, et qu'il ait lieu ou pas, rien ne sera réglé des causes profondes de cette crise, qui vont bien au-delà des relations entre deux Etats et trouvent leur origine dans les rapports sociaux d'une société plus que jamais divisée en deux classes aux intérêts diamétralement opposés et où les frontières sont devenues définitivement obsolètes, sinon pour les intérêts de certains capitalistes.

Questions nationales et luttes de classe : L'Etat espagnol - servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com

Dans le contexte de 'flou artistique' qui règne à Paris, entre monarchistes et républicains, après la défaite de 1870-71 et la chute de l'Empire, la guerre carliste reprend, chaque camp 'français' soutenant son 'champion' : le prétendant carliste parvient à contrôler un tiers du territoire étatique. Il y aura à ce moment-là une 'lère République' (1873-74), mais c'est en réalité plus une junte militaire libérale d'urgence, suite à la démission précipitée d'Amédée, qu'autre chose. Lorsque les choses, en 'France', commencent à se 'décanter' en faveur des républicains modérés (les jeunes monopoles ayant choisi leur camp), le carlisme perd du terrain ; finalement, l'héritier légitime Alphonse XII est couronné (1874), met fin à la guerre carliste et proclame une nouvelle Constitution – encore une fois, du '1812 édulcoré' – en 1876. Ayant 'présenté sa candidature' aux Cortes de l'oligarchie et à la junte 'républicaine' comme celle d'un "prince catholique, espagnol, constitutionnaliste, libéral et désireux de servir la Nation", il reçoit le titre de Pacificateur. À ce stade (ère alphon sine, 1874-1931), l'on peut considérer comme achevée la mutation de l'Espagne en État contemporain : une monarchie libérale, constitutionnelle, avec un Parlement (Cortes) où s'affrontent des libéraux et des conservateurs, et... totalement en phase avec la 'république des notables', du 'juste milieu', qui règne alors à Paris. Cette période voit une première grande phase de modernisation capitaliste du pays – et, à vrai dire, sa première véritable révolution industrielle. (...)

... il faut bien comprendre que la 'révolution bourgeoise' hispanique, tardive, est une révolution bourgeoise inachevée (comme en Italie, par exemple) : la bourgeoisie, faible et craignant le débordement par les masses - ou même par sa propre aile 'radicale', a laissé subsister de manière très importante les forces féodales (Église bien sûr, grande propriété foncière, aristocratie 'de Cour' qui forme une oligarchie bureaucratique, aristocratie militaire, etc.), ce qui est un aspect structurant de l'État contemporain espagnol encore aujourd'hui. (...)

Arrivé au pouvoir avec le soutien d'Hitler et Mussolini, Franco, tout en mettant en place une terreur blanche effroyable contre les révolutionnaires et les républicains progressistes (centaines de

milliers d'exécutions jusqu'au milieu des années 1940), ne s'engagera cependant pas à leurs côtés dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui lui permettra, après 1945, de prendre toute sa place dans le 'dispositif' anticommuniste du 'monde libre'... encore une fois, sous le bienveillant 'parapluie' de l'impérialisme français, bien que celui-ci (pour faire bonne mesure ? pour avoir deux fers au feu ?) héberge également l'opposition (modérée) en exil. Dans les années 1960, De Gaulle et Franco sont 'copains comme cochons'. L'époque voit, surtout à partir de 1957 (avec les 'technocrates' de l'Opus Dei), une nouvelle grande vague de modernisation, qui se poursuivra jusqu'aux années 2000. Mais cette modernisation, en plus de se heurter à l'opposition antifasciste populaire (qui ne pardonne pas l'assassinat de la République et de centaines de milliers de révolutionnaires, démocrates et progressistes), profite une nouvelle fois surtout au pourtour et voit monter les affirmations nationales des bourgeoisies, supportant de moins en moins la centralisation castillane autoritaire (qui n'a plus vraiment lieu d'être...).

À la mort du dictateur fasciste, son successeur désigné, Juan Carlos de Bourbon, devient roi et amorce un processus de libéralisation, autorisant les partis réformistes (PSOE, PCE et quelques autres) et nationalistes bourgeois non-castillans (PNV, CiU) à sortir de la clandestinité. (...) le pacte 'espagnol' des bourgeoisies est refondé (avec le système des 'autonomies régionales' etc.) et scellé dans la Constitution de 1978 ; les forces réformistes et les nationalistes bourgeois (catalans, basques, galiciens, andalous etc.) intègrent le 'système', les 'affaires' (notamment immobilières, secteur très important) de chaque bourgeoisie nationale étant toujours 'bien à l'abri' sous le parapluie politico-militaire castillan. C'est l'État espagnol que nous connaissons aujourd'hui, dans lequel luttent au quotidien, affrontent la répression, croupissent au cachot, sont torturés et parfois meurent des milliers de révolutionnaires de toutes les nations constitutives. Son capitalisme, 'tiré' par les locomotives catalane et basque ou encore cantabre (Banco Santander, première entreprise 'espagnole', 23e mondiale en 2012 et 13e en 2011, selon le classement Forbes Global), asturienne (Aceralia, une des composantes d'Arcelor) etc. a atteint un stade 'semi-impérialiste', avec des monopoles importants, exportateurs de capitaux (l'hispanité est mobilisée pour se tourner vers les anciennes colonies latino-américaines, avec les 'sommets ibéro-américains', annuels depuis 1991) ; mais reste néanmoins 'bien à l'abri' sous l'aile 'protectrice' de l'axe franco-allemand et de sa construction impérialiste UE, bien que José Maria Aznar (1996-2004) ait tenté un moment un alignement plus 'atlantiste' (anglo-saxon). Depuis 2008, il est entré dans une crise économique et sociale sans précédent dans son histoire, et des mouvements populaires de type semi-insurrectionnel secouent la péninsule. (...)

La crise générale du capitalisme, commençant dans le pays à peu près concomitamment avec la mort de Franco, avait quelque peu ralenti l'essor économique entamé durant les quinze dernières années de son règne ; cependant, l'Espagne avait toujours gardé une croissance capitaliste (du PIB) supérieure à celle des autres pays européens et jamais connu de véritable récession (hormis en 1992-93) ; en particulier, entre 1995 et 2008, elle avait connu des taux de croissance très élevés, de l'ordre de 4 à 5% voire parfois approchant les 6% du PIB (vers 2000). Tout ceci s'effondre à partir de fin 2008, la récession atteignant... - 4% en 2009 (!) et la croissance restant proche de zéro aujourd'hui. Le chômage, toujours structurellement fort même dans les périodes de forte croissance (économie fortement basée sur le bâtiment, le tourisme estival, l'agriculture saisonnière), explose pour avoisiner les... 5 millions de chômeurs/euses pour un État moins peuplé que la 'France', soit près de 25% de la population active (plus du tiers des moins de 30 ans). Dans ce contexte, les contradictions de classe deviennent évidemment explosives, mais aussi les contradictions inter-bourgeoises sur une base (avant tout) nationale. (...)

Dans le même temps, la crise générale capitaliste (entrée dans une phase terminale) et l'austérité conséquente conduisent à un ébranlement, une remise en cause brutale du 'pacte' inter-bourgeois de 1978. Trop faibles militairement pour se passer de l'État central, face aux mouvements sociaux qui les secouent, les bourgeoisies du Nord-Ouest (Galice, Asturies, Cantabrie, León) et du Sud (Andalousie, Murcie etc.) se gardent bien de le remettre en cause (d'autant plus que dans le dernier cas, on l'a dit, l'oligarchie est une oligarchie castillane 'plaquée' de manière coloniale sur la population 're'-conquise). Mais, dans un système de (toute relative) 'solidarité pan-ibérique', les

puissantes bourgeoisies basque et catalane ne veulent plus 'payer pour le Sud', et revendiquent une autonomie élargie (fiscale, notamment) pouvant aller jusqu'à l'indépendance. servirlepeuple.servirlepeuple.eklablog.com 25 décembre 2012

Espagne: mesures draconiennes pour empêcher la sécession de la Catalogne - AFP

L'Espagne a pris des mesures draconiennes pour empêcher la Catalogne de faire sécession, préparant la destitution du gouvernement de Carles Puigdemont qui a dénoncé la "pire attaque" contre sa région depuis la dictature de Franco.

La manoeuvre du gouvernement de Mariano Rajoy, sans précédent et d'une ampleur inattendue, a immédiatement été suivie d'une manifestation indépendantiste réunissant 450.000 personnes samedi après-midi à Barcelone, selon la police locale.

Carles Puigdemont, qui a pris la tête du cortège, a réagi dans la soirée par une déclaration télévisée en catalan, espagnol et anglais, dans laquelle il a accusé le gouvernement espagnol de lancer "la pire attaque aux institutions et au peuple de Catalogne depuis les décrets du dictateur militaire Francisco Franco".

Et s'adressant en anglais aux Européens, il a assuré que les "valeurs européennes" étaient "en danger". Il a prévenu les Espagnols qu'ils pouvaient s'attendre "à d'autres abus".

Auparavant M. Rajoy avait invoqué l'article 155 de la Constitution, demandant au Sénat de lui confier la faculté de dissoudre le parlement catalan, afin de "convoquer des élections dans un délai maximum de six mois".

M. Rajoy souhaite aussi démettre le gouvernement catalan de ses fonctions, qui seront exercées "par les ministères (nationaux)" pendant "cette situation exceptionnelle".

"Ni l'autonomie catalane ni la gouvernance autonome ne sont suspendues", a affirmé Mariano Rajoy, comme pour rassurer des Catalans très attachés à leur autonomie récupérée après la fin de la dictature.

Mais la liste des mesures envisagées montre que Madrid veut prendre toutes les manettes de l'administration de la région, depuis la police autonome jusqu'à la radio et la télévision publiques, et mettre le parlement régional sous tutelle.

La présidente du parlement régional Carme Forcadell a dénoncé un "coup d'Etat". Et M. Puigdemont a demandé la tenue d'une séance plénière pour que les parlementaires décident de la réponse à apporter à ces mesures.

Judi il avait menacé de convoquer le parlement régional pour proclamer l'indépendance si le gouvernement déclenchait l'article 155.

Prudent, M. Puigdemont n'a cependant pas prononcé une seule fois le mot "indépendance" dans son allocution.

Les mesures demandées par le gouvernement espagnol devraient être approuvées d'ici le 27 octobre au Sénat, où le parti de M. Rajoy est majoritaire. Elles sont soutenues par le parti socialiste (PSOE), principale force d'opposition, et les centristes de Ciudadanos.

Cette prise en main risque de soulever les foules en Catalogne, où la population est pourtant divisée sur la question de l'indépendance.

"Ce sera le chaos à cause de la capacité de sabotage des fonctionnaires... Ça va ressembler à une administration coloniale et les indépendantistes vont présenter ça comme une occupation", a déclaré à l'AFP Oriol Bartomeus, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone.

La réaction en Catalogne ne s'est pas fait attendre.

A Barcelone, plusieurs centaines de milliers de personnes convoquées à l'origine pour réclamer la libération de deux leaders indépendantistes emprisonnés pour sédition, ont crié "liberté" et "indépendance".

"Le sentiment espagnol a disparu. Le peuple catalan est complètement déconnecté des institutions espagnoles", assurait Ramon Millol, un mécanicien de 45 ans, tandis que les manifestants faisaient des doigts d'honneur aux hélicoptères de la police.

Le FC Barcelone a de son côté dit soutenir "les institutions démocratiques de Catalogne choisies par ses citoyens". "Nous voulons exprimer notre soutien et notre solidarité à l'égard de tous les secteurs affectés", a déclaré le président du club Josep Maria Bartomeu devant ses "socios" (supporters-actionnaires) divisés sur la question de l'indépendance.

Avant la décision du gouvernement, le roi Felipe VI avait assuré vendredi que l'Etat saurait faire face à cette "tentative inacceptable de sécession (...) avec ses institutions démocratiques légitimes".

L'aile dure de la coalition pousse Carles Puigdemont à consommer la rupture mais cet ancien journaliste de 54 ans temporeise devant l'impact économique de la crise et le manque d'appuis à l'étranger.

La France et l'Allemagne ont fermement condamné ses efforts de sécession et l'UE répète qu'elle ne reconnaîtra pas l'indépendance de la Catalogne.

La crise en Catalogne peut mener à une "dislocation dangereuse", a mis en garde le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, en espérant que les élections annoncées par Madrid permettent de "clarifier la situation".

Emmenées par les deux plus grandes banques catalanes, Caixabank et Sabadell, près de 1.200 entreprises ont transféré leur siège social hors de Catalogne, les investissements sont suspendus et les réservations d'hôtel chutent dans la région la plus touristique d'Espagne. AFP 22 octobre 2017

Après la Catalogne, Lombardie et Vénétie votent pour plus d'autonomie - AFP

La Lombardie et la Vénétie organisent dimanche un référendum pour réclamer davantage d'autonomie à Rome: longtemps passé inaperçu, ce scrutin prend une teinte particulière après le vote d'autodétermination de la Catalogne.

Souhaitez-vous que votre région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie"? C'est à cette question que les électeurs lombards et vénitiens sont appelés à répondre de 07H00 à 23H00 (05H00 à 21H00 GMT).

Les sondages donnent une nette avance au oui, mais la vraie inconnue reste la participation.

Ces deux régions parmi les plus riches d'Italie représentent 30% du PIB du pays. Elles figurent aussi parmi les plus "vertueuses" en terme d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Elles présentent à elles deux un solde fiscal --différence entre ce que les habitants versent comme taxes et impôts et reçoivent comme dépenses publiques-- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont les présidents des régions Lombardie, Roberto Maroni, et Vénétie, Luca Zaia, membres de la Ligue du Nord (extrême droite), entendent réclamer la moitié à Rome si les électeurs sont assez nombreux à voter oui.

Ils estiment en effet que cet argent est mal utilisé par Rome et pourrait l'être de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

Ils comptent aussi obtenir des compétences supplémentaires dans les infrastructures, la santé ou encore l'éducation, et même des pouvoirs réservés à l'Etat en matière de sécurité et d'immigration, thèmes chers à la Ligue mais qui nécessiteraient une modification de la Constitution.

Contrairement à la Catalogne, ce référendum consultatif est prévu par la Constitution italienne.

Porté par la Ligue du Nord, le scrutin est soutenu par Forza Italia de Silvio Berlusconi (centre-droit), le Mouvement Cinq étoiles (populiste) et plusieurs syndicats et organisations patronales.

Le Parti démocrate (centre-gauche, au pouvoir) n'a pas donné de consigne, mais plusieurs de ses ténors, comme le maire de Milan, voteront oui.

Des formations de gauche, comme le Parti communiste, ont en revanche appelé à s'abstenir, dénonçant un "gaspillage d'argent public" pour "un référendum farce".

En Vénétie, la participation doit dépasser les 50% pour que le scrutin soit valide. Les habitants de cette région, où l'identité est forte et le tissu économique composé de multiples petites entreprises, semblent mobilisés.

"Je pense que le monde entrepreneurial votera en nombre, et pour le oui", estime le président régional de l'association des artisans (Confartigiano), Agostino Bonomo. Il espère que l'autonomie profitera aux entreprises, en permettant de récupérer des ressources et en créant des juges de paix locaux plus rapides.

En Lombardie, en revanche, le scrutin ne passionne guère, même si Milan est couverte d'affiches.

Aucun quorum n'est prévu: M. Maroni assure qu'une participation supérieure à 34% serait un succès, mais ses adversaires du PD jugent qu'en dessous de 50%, le scrutin sera un "flop".

Lorenzo Codogno, expert chez LC Macro Advisors, estime pour sa part que "la question sera probablement reléguée au rang de petit hoquet dans les livres d'histoire" si moins de 40% des électeurs se déplacent.

Alors que l'Espagne est dans toutes les têtes, Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome, juge que "les similarités avec la Catalogne sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très diffusé" dans les deux régions.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les vellétés indépendantistes de ses jeunes années.

M. Maroni n'a ainsi eu cesse de répéter que le référendum se déroulait "dans le cadre de l'unité nationale" et qu'il visait à "réformer les rapports entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux". Et pour M. Zaia, tout parallèle avec la Catalogne est une tentative "fourbe" de décourager les électeurs.

Les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutiennent le référendum, qu'ils voient comme un galop d'essai, même si l'autonomie est pour eux vouée à l'échec, car l'Etat, assurent-ils, ne cédera pas aux revendications notamment fiscales. AFP 22 octobre 2017

- Italie: la Vénétie et la Lombardie ont voté largement en faveur d'une plus grande autonomie - Le Huffington Post

Les riches régions italiennes de la Vénétie et de la Lombardie ont voté ce dimanche 22 octobre à une écrasante majorité en faveur d'une plus grande autonomie, avec une participation suffisamment importante pour leur donner un pouvoir de négociation face à Rome.

Le président de la Vénétie, Luca Zaia, a évoqué un "beau résultat", avec "plus de deux millions" d'habitants qui se sont rendus aux urnes. Roberto Maroni a pour sa part insisté sur les "3 millions de Lombards" qui sont allés voter.

Les électeurs devaient dire s'ils souhaitent que leur région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie", selon la formule inscrite dans la Constitution. La nature et l'ampleur de cette autonomie doit désormais être négociée avec Rome et validée par le Parlement.

"Je suis heureux que des (...) millions, d'électeurs de Vénétie et de Lombardie demandent une politique plus proche, plus concrète et efficace, moins de bureaucratie et de gâchis", a déclaré pour sa part Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord (extrême droite), parti au pouvoir dans les deux régions et promoteur du référendum.

La Lombardie (10 millions d'habitants) et la Vénétie (5 millions) figurent parmi les régions les plus riches d'Italie, et contribuent à hauteur de 30% au PIB du pays. Elles sont aussi parmi les plus "vertueuses" en termes d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Surtout, elles présentent à elles deux un solde fiscal -différence entre ce que les habitants versent en taxes et impôts et reçoivent au titre des dépenses publiques- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont Roberto Maroni et Luca Zaia entendent réclamer la moitié à Rome, parallèlement à des compétences renforcées en matière d'infrastructures, de santé ou d'éducation.

Ils estiment en effet que les fonds publics sont mal gérés par l'Etat central et pourraient être utilisés de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

"Je suis venu voter pour le oui parce que je pense qu'il est juste que la situation fiscale, la richesse de la Lombardie, reste au moins à 50% en Lombardie", a déclaré à l'AFP Franco Bonadonna, un électeur milanais de 82 ans.

Si la Catalogne est dans toutes les têtes, "les similarités sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très répandu" dans les deux régions, a expliqué Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les vellétés indépendantistes de ses jeunes années.

Mais même les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutenaient le oui à ce référendum, qu'ils considéraient comme un galop d'essai. Le Huffington Post 23 octobre 2017

Ils osent tout

- Le respect des droits de l'Homme est essentiel, dit Al Sissi au Figaro - Reuters

- Macron refuse de donner "des leçons" de droits de l'Homme à Sissi - Reuters

Si, si, ils sont exemplaires dans ce domaine...

- Journaliste tuée à Malte: le Parlement européen pour une "enquête internationale" - AFP

- Le G7 et les géants de l'internet s'accordent pour bloquer la propagande "terroriste" - AFP

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

- Trump, un "danger pour la démocratie", s'alarme un sénateur républicain - AFP

- Les Pussy Riot déroulent une banderole anti-Poutine dans la Trump Tower - Franceinfo

- Parce qu'elles boycottent Israël, ces victimes sont privées d'aide pour reconstruire leur maison - Slate.fr

C'est un critère imposé par une ville du Texas: les victimes de l'ouragan Harvey doivent certifier qu'elles ne boycottent pas Israël si elles souhaitent recevoir une aide financière. Slate.fr

- Tchétchénie: l'inquiétante disparition de Zelimkhan Bakaev, pop star gay - L'Express.fr

- Algérie: Amnesty dénonce des "expulsions massives illégales" de Subshariens - AFP

- Berlin approuve la vente de sous-marins Thyssenkrupp à Israël - Reuters

Le gouvernement allemand a approuvé la vente à Israël de trois sous-marins construits par Thyssenkrupp, a annoncé lundi Steffen Seibert, porte-parole de la chancellerie. Reuters

- Épuisés par les cadences, des pilotes de Ryanair admettent dormir en plein vol - Atlantico.fr

- Londres: une taxe de 11,2 euros par jour pour les voitures les plus polluantes - L'Express.fr

Datant d'avant 2006, ils visent donc les plus pauvres.

- Rama X, un roi qui doit trouver sa place dans le cœur des Thaïlandais - LeFigaro.fr

En famille. Macronichéisme. Qui a dit ?

- « *Macron est quand même arrivé au pouvoir par un hold-up géant !* »

- Il y a « *un risque d'éruption politique, que la société est extrêmement violente* ».

Réponse : Un proche de Nicolas Sarkozy selon Le Parisien.

- « *Nicolas se retrouve un peu dans son tempérament. Macron, c'est l'énergie de Sarkozy avec la tête de Pompidou !* » aurait livré un vieil ami de l'ex-président.

« *Ils se parlent, Macron l'associe. Il sait que, si un jour ça tangué, il aura besoin de Nicolas, d'une forme de cordée* », confie un sarkozyste. Emmanuel Macron aurait vivement conseillé à ses ministres de droite, Gérard Darmanin et Bruno Le Maire, de s'entretenir régulièrement avec Nicolas Sarkozy. Même le socialiste Gérard Collomb aurait rendu visite au prédécesseur de François Hollande. Du côté d'Emmanuel Macron, on assure que le rapport de force est en faveur du président. « *Emmanuel s'est mis Nicolas dans la poche, vous n' imaginez pas !* » se frotte les mains un macroniste. Quoi qu'il en soit, les deux hommes semblent y trouver leur compte.

En privé, ils entretiennent de bonnes relations, il n'y a pas de doute. Début juillet Carla et Nicolas Sarkozy étaient invités pour dîner à l'Élysée... jusqu'à 1 heure du matin. Brigitte Macron aurait une place toute particulière dans l'estime de Nicolas Sarkozy, « *Elle, elle est très bien. Elle m'a dit qu'elle avait toujours voté pour moi !* » (lepoint.fr 22.10)

Macronite aiguë

- Emmanuel Macron reconnaît symboliquement le drapeau européen (mais ça ne change rien) - Le Huffington Post

- Compromis de l'UE sur le travail détaché, une "victoire" selon Macron - AFP 24 octobre 2017

Et qu'a dit la représentante française de l'oligarchie :

"La ministre française du Travail, Muriel Pénicaud, s'est réjouie" ; "Il n'y a pas de gagnants ou de perdants aujourd'hui, c'est juste l'Europe qui gagne".

On nous dit aussi que "l'objectif majeur de la réforme de la directive est d'avoir un "salaire égal, à travail égal, sur un même lieu de travail".", vraiment ?

AFP - Avec la révision de la directive, toutes les règles valables pour les travailleurs locaux s'appliquent aux détachés: ainsi, par exemple, si le pays d'accueil prévoit une prime de froid, de pénibilité, d'ancienneté, un treizième mois, ces bonus devront aussi leur être versés. AFP 24 octobre 2017

Si j'ai besoin d'un ouvrier pour repeindre ma maison, je ne vois pas pourquoi j'irais chercher un peintre dans le village voisin, alors qu'il en existe un dans mon village qui n'a pas de travail, et auquel je fournirais le même salaire.

Donc si on les écoutait, il faudrait en déduire qu'il est inutile ou stupide pour un patron d'une entreprise française de recourir à des salariés d'une entreprise établie hors de France, puisqu'il devrait leur payer le même salaire qu'à des travailleurs français, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Alors où est le lézard ou l'entourloupe, le non-dit, la face cachée de cet accord entre ces patrons ?

Soit ces salariés travaillent plus et ils la ferment sinon ils sont virés, soit ils reversent une partie de leur salaire à leur employeur qui partage ensuite avec son collègue français, toujours en la ferment évidemment, mais peut-être ont-ils plus d'imagination que moi.

Le gouvernement veut s'attaquer aux "logements sociaux".

- « Il faut vendre davantage de logements sociaux » selon Jacques Mézard - Publicsenat.fr 24 octobre 2017

« Nous avons besoin de vendre davantage de logements sociaux », a assuré Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des Territoires, en charge du logement, ce mardi devant les sénateurs. Augmenter les ventes de logements sociaux permettra selon lui « de faciliter l'accès sociale à la propriété, mais aussi d'apporter des financements aux bailleurs sociaux. »

« Dans ce pays, 0,2% du parc social est vendu chaque année, ce n'est pas assez », note le ministre. « Il faudrait passer sur plusieurs années à 40 000 logements sociaux vendus par an soit 0,8% du parc. »

Commentaire d'un internaute.

- "Vendre des logements sociaux !

En supprimant le PTZ (prêt taux zéro), on taxant les PEL, en supprimant les APL accession logement, c'est sûr que les locataires vont acheter leurs logements ! N'importe quoi !

Sans compter qu'en achetant un logement social, vous aurez ensuite les "frais" de copropriété, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde "

Perdant à tous les tours.

- Élections: seuls 35% des inscrits ont voté à tous les tours en 2017 - - L'Express.fr

Une étude de l'Insee sur la participation électorale en 2017, montre que si l'intérêt des Français pour la vie politique demeure marqué, il est sélectif, et rares sont ceux qui se déplacent lors de chaque consultation.

Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). Mais ils ne sont que 35% à avoir voté à tous les tours. Symptôme de ces comportements irréguliers, on peut noter une vraie chute de participation entre la présidentielle et les législatives. Si 85% des inscrits se sont déplacés pour au moins un tour de l'élection présidentielle, ce chiffre descend à 58% pour les législatives.

Signal inquiétant, le vote intermittent est "largement dominant" chez les 18-29 ans. Moins de deux inscrits sur 10 ont voté à tous les tours de 2017. L'abstention systématique est également forte chez les 25-29 ans (24%). Les jeunes marquent également un désintérêt certain pour les élections législatives, traditionnellement moins mobilisatrices. 31,1% des 18-24 ans votent uniquement aux deux tours des présidentielles.

Toujours forte, l'abstention systématique se retrouve particulièrement chez les plus défavorisés. "Plus les inscrits sont diplômés, plus l'abstention systématique est faible", note l'Insee, tout comme la participation automatique augmente avec le diplôme. Les inactifs non-retraités et les ouvriers sont bien loin des agriculteurs, cadres et retraités qui votent le plus systématiquement.

A propos de ces disparités, une autre étude note que les différences de comportements de vote selon le diplôme et la catégorie sociale se sont accentuées en 2017. L'Express.fr 19 octobre 2017

On retiendra : 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives), 86% ont trouvé utile d'aller voter ne serait-ce qu'une fois, comme quoi ils sont toujours accros aux institutions, non ? Il y a du boulot ! Mais au fait, pourquoi ? Chut !

Ce sont bien des tueurs qui nous gouvernent.

- Pesticides «tueurs d'abeilles» : une nouvelle couleuvre majeure pour Nicolas Hulot ? - Liberation.fr

Un nouveau pesticide néonicotinoïde, le sulfoxaflor, vient d'être autorisé en catimini en France, vidant leur interdiction de sa substance. Leur toxicité est pourtant en cause dans l'effondrement des populations d'insectes, et leurs effets nocifs sur la santé humaine inquiètent.

C'est une nouvelle bombe dans le dossier décidément ultra-explosif des pesticides. Et un nouveau motif de tension au sein du gouvernement, entre le ministre de la Transition écologique et celui de l'Agriculture. Pendant que tous les projecteurs sont braqués sur le glyphosate, la très toxique substance active de l'herbicide Roundup de Monsanto qui doit être réautorisée (ou pas) dans l'Union Européenne, les industriels n'oublient pas d'avancer leurs pions sur les tout aussi toxiques néonicotinoïdes, une autre famille de pesticides dits «tueurs d'abeilles», et dont l'impact sur notre santé inquiète de plus en plus. Et ils viennent de remporter une victoire majeure dans le dos, semble-t-il, du ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (Anses), a en effet autorisé en septembre la mise sur le marché en France de deux pesticides (le Closer sur plusieurs fruits, légumes et plantes vertes, et le Transform sur des céréales à paille et sur le lin) contenant du sulfoxaflor, une molécule produite par l'entreprise américaine Dow AgroSciences. Or, mine de rien, ces deux autorisations «vident de sa substance l'interdiction des néonicotinoïdes» à partir du 1er septembre 2018 prévue par la loi sur la biodiversité de 2016 (un engagement que le candidat Macron avait pourtant promis de maintenir), s'alarment les apiculteurs de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF). Ces derniers ont découvert l'affaire mardi, au détour d'un rendez-vous à l'Anses pour faire le point sur cette interdiction.

Et Gilles Lanio de s'expliquer : «A notre grande surprise, nous avons appris avant-hier qu'on va a priori arrêter l'usage des néonicotinoïdes, mais qu'on va les remplacer par un nouveau néonicotinoïde, le sulfoxaflor ! On nous dit : "C'est vrai, c'est un neurotoxique, il agit de la même façon, mais ça n'est pas un néonicotinoïde." C'est faux ! On se moque de nous, je n'en reviens pas. C'est scandaleux, honteux et irresponsable. Cela s'est fait en catimini, je ne sais pas qui a fait ce coup-là, mais c'est pas mal...»

L'astuce est bien trouvée. Comme le fait Dow AgroSciences, il suffit de nier le fait que le sulfoxaflor est un néonicotinoïde, puisque ces derniers ont désormais mauvaise presse. Omniprésents dans l'environnement et dans le corps humain (leurs effets sur le développement du cerveau, en particulier des enfants, inquiètent notamment de plus en plus), ils sont aussi présents dans 75% des miels produits dans le monde. Et ce sont eux qui seraient les principaux responsables de l'effondrement de 80% en trente ans des populations d'insectes en Europe, comme le suggère une étude publiée mercredi dans la revue PLoS One.

Pourtant, «plusieurs publications scientifiques établissent que le sulfoxaflor appartient bien à la famille des néonicotinoïdes», insiste l'UNAF (l'Union nationale de l'apiculture française). Dans un avis rendu en mai 2014, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui n'est pourtant pas connue pour être alarmiste (et c'est un euphémisme), a qualifié l'insecticide de «hautement toxique pour les abeilles». Et en septembre 2015, une décision de justice américaine, annulant l'autorisation du sulfoxaflor à la demande d'apiculteurs et d'ONG, lui reconnaissait aussi l'appartenance à la famille des néonicotinoïdes.

L'affaire est d'autant plus scandaleuse, selon Henri Clément, le porte-parole de l'Unaf, «qu'on est toujours dans le double langage. D'un côté le gouvernement dit : "On préserve l'environnement, les abeilles, on prend soin de la nature et de votre santé", et puis, par-derrière on poursuit cette politique d'agrochimie, avec tous les impacts qu'elle peut avoir sur le plan environnemental, de la santé etc. C'est inacceptable, pitoyable, pathétique et irresponsable, c'est un manque de courage

des pouvoirs publics qui est lamentable, un manque de responsabilité vis-à-vis de l'avenir et des générations futures».

L'Unaf demande à obtenir les données sur lesquelles s'est basée l'Anses pour autoriser les produits Closer et Transform. Et demande à ce que le sulfoxaflor – ainsi qu'un autre «néonic» non encore autorisé, le flupyradifurone – «soient intégrés de toute urgence dans le projet de décret définissant les substances actives de la famille des néonicotinoïdes présentes dans les pesticides, afin que l'interdiction prévue dans la loi biodiversité couvre cette molécule».

Or, selon l'ancienne ministre de l'Ecologie de François Hollande et actuelle députée PS Delphine Batho, en pointe dans la lutte contre les néonicotinoïdes, ce projet de décret – dont la publication serait prévue dans les prochains jours, sans le sulfoxaflor – n'a tout simplement pas lieu d'être. «La loi sur la biodiversité dit que les produits à base de néonicotinoïdes seront interdits à partir de 2018, avec des dérogations possibles jusqu'au 1er juillet 2020, mais elle ne dit pas que le gouvernement doit prendre un décret pour dire quelles substances – ou molécules – entrant dans la composition de ces produits sont des néonicotinoïdes. Cette liste n'a pas de raison d'exister car la réglementation des substances est de la compétence européenne. Il s'agit d'un stratagème des firmes pour contourner la loi interdisant les néonicotinoïdes», explique-t-elle à Libération.

Delphine Batho poursuit : «Cette affaire ne date pas de ce matin. Depuis des semaines, on savait que ce projet de décret est très sujet à caution, c'est une peau de banane destinée à ce qu'on ait des problèmes avec l'Europe. Et en plus, comme par hasard, le sulfoxaflor n'y figure pas. Je demande le retrait immédiat de l'autorisation de l'Anses des deux pesticides qui en contiennent. Nicolas Hulot doit réagir vivement et faire respecter la loi et l'esprit de la loi, car en démocratie, ce ne sont pas les lobbys qui gouvernent.» (Il fallait oser le dire ! - LVOG) Embarras et couacs

«Dès qu'on a appris l'autorisation de mise sur le marché de l'Anses, on a contacté le cabinet de Hulot, raconte Gilles Lannio. Ils sont franchement embarrassés, apparemment eux aussi se seraient fait surprendre. Je ne m'explique pas cela. On entend un président de la République qui dit : "Je veux mettre tout le monde en ordre, on évite les couacs." Si ça n'en est pas un.... On peut se demander aujourd'hui s'il y a un pilote dans l'avion sur ces sujets.»

Au cabinet de Nicolas Hulot, on confirme que le ministre a bel et bien apposé sa signature sur le décret, aux côtés de ses collègues de l'Agriculture et de la Santé, ce texte «permettant de sécuriser l'interdiction des néonicotinoïdes, pour qu'elle soit opérationnelle au niveau européen». Quant à l'autorisation des deux produits contenant du sulfoxaflor par l'Anses, le ministère de la Transition écologique «savait que c'était dans les tuyaux» : «Cela ne nous plaît pas du tout, donc on cherche des solutions». Une réaction officielle est prévue ce vendredi.

Fin juin, le premier «couac» gouvernemental, et premier bras de fer entre Nicolas Hulot et l'un de ses collègues, avait concerné... les néonicotinoïdes. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert avait dit vouloir revenir sur leur interdiction. Aussitôt contredit par Nicolas Hulot, le Premier ministre avait apparemment donné raison à ce dernier... tout en laissant la porte ouverte aux lobbys.

«La question politique de fond, la voici : quel est le pouvoir du ministère de l'Environnement par rapport au ministère de l'Agriculture ? interroge Henri Clément. Depuis vingt-cinq ans, en règle générale, c'est toujours le ministère de l'Agriculture et sa cohorte de la FNSEA qui a le pouvoir sur toutes les décisions du monde agricole. Soyons clairs : dire l'inverse est une aberration. Nicolas Hulot est ministre d'Etat, on aimerait bien qu'il arrive à s'imposer face à Travert.» S'il ne le faisait pas, sur cette nouvelle affaire, ce ne serait pas une couleuvre, qu'il avalerait, mais un anaconda. Liberation.fr 19 octobre 2017

En complément.

- Accouchement : le Cytotec, médicament controversé, bientôt retiré du marché - Liberation.fr

Indiqué pour l'ulcère à l'estomac, il était prescrit pour déclencher des accouchements arrivés à terme. Liberation.fr

- Plus d'1,3 million de signataires contre le glyphosate - AFP

En Europe.

Parole d'internaute.

1- *"Vous n'avez pas observé que dans tous les films venant de là-bas (Etats-Unis - LVOG), les gens gobent des médocs ? ils ont tous des boîtes jaunes transparentes dans la poche ou à portée de main et plein leurs pharmacies ! Au moindre pet de travers, allez hop, une saleté à gober ! Attention hein, c'est aussi un conditionnement !*

Et sans la crédulité des gens, les firmes pharmaceutiques ne se seraient jamais enrichies ! voilà qu'ils donnent des anti-dépresseurs aux bébés ? Non mais allo quoi ? Qui sont ces parents à la masse qui ne protègent plus leurs enfants mais les droguent ? C'est quoi ces "nouveaux attardés" mentaux qui suivent toutes les modes même celle d'empoisonner leur progéniture ?"

Ne méprisez pas les plus arriérés que les nantis maintiennent dans l'ignorance pour conserver leur pouvoir. Même ceux qui vivent confortablement sont à plaindre parce que leur hypocrisie et leur bonne conscience est en train de les tuer à petit feu. Vous pouvez ajouter ceux qui ont conscience des méfaits monstrueux du capitalisme et qui refusent obstinément de rompre avec lui, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

2- *"Nos concitoyens, nos contemporains ont-ils conscience de la réalité ? Oui en grande part. Ne se laissent-ils pas tromper par la formidable (captieuse et astucieuse) propagande de cette ploutocratie ? Oui en grande part.*

Chacun de nous se doit donc de faire l'effort de relier entre eux certains faits, de les confronter avec les discours trompeurs et enfin de se concerter pour dire et faire autre-chose.

On en a encore presque tous les moyens, tant que le système perdure ; or on voit bien que de partout il craque. Et c'est avant la catastrophe qu'il faut se préparer, sinon la kalachnikov et l'horreur seront nos maîtres impitoyables."

Ou notre émancipation et notre bonheur...

Le glyphosate dans tous ces Etats - liberation.fr

Avant que l'Argentine ne devienne un grand producteur de soja transgénique, la base de l'élevage mondial, ses paysans cultivaient du blé, des légumes... Puis la crise est arrivée. Il a fallu faire rentrer rapidement de l'argent dans les caisses de l'Etat. Entre 2000 et 2017, «les cultures de soja sont passées de 8,3 millions à 21 millions d'hectares», soit 60 % des terres cultivées. Et Monsanto a fourni aux cultivateurs les semences et les pesticides. «En 2009, l'Argentine a épandu 200 millions de litres de glyphosate», indique Christine Seghezzi, réalisatrice du docuHistoires de la plaine sorti le 30 août, s'appuyant sur Andres Carrasco, de l'université de Buenos Aires. Les sols argentins possèdent l'une des plus fortes concentrations en glyphosate du monde. Le scientifique a mené une étude, publiée en 2009 dans la revue Chemical Research in Toxicology. Elle conclut que «les effets directs du glyphosate sur les mécanismes précoces de la morphogénèse chez les embryons de vertébrés sont préoccupants, car on pourrait observer les mêmes résultats cliniques chez des enfants nés dans des populations exposées aux herbicides à base de glyphosate qui

sont utilisés dans les champs agricoles». Entre 2000 et 2010, le taux de cancers aurait été multiplié par trois et les malformations congénitales par quatre. «Un génocide silencieux», comme l'appelle Marie-Monique Robin.

De nombreuses ONG, comme Greenpeace, ont tenté d'alerter les autorités. En vain. Des études sont menées auprès des populations rurales argentines victimes de la «sojisation» et des médecins accumulent les preuves. A force de persévérance, des mères d'Ituzaingó, dans la province de Córdoba, ont réussi en 2008 à faire interdire les épandages de pesticides à moins de 500 mètres du village et à moins de 1 500 par voie aérienne. Quatre ans après, s'y est tenu un procès où, pour la première fois, l'épandage de pesticide a été jugé comme un délit. «Il n'existe pas de lois provinciales, ce sont des ordonnances municipales qui régissent les limites d'épandage de pesticides. C'est donc à chaque municipalité de réguler», précise Christine Seghezzi.

Le 2 août, les ministres de l'Environnement et de l'Agro-industrie ont fait part d'un projet de résolution qui détermine les distances minimales recommandées : 200 mètres par voie aérienne, 100 mètres par voie terrestre. Des distances de sécurité ridicules. A Buenos Aires, l'épandage des pesticides dans les parcs et jardins est interdit. Dans la province de San Luis, au centre du pays, une loi de 2016 proscrit d'épandre le glyphosate et d'autres herbicides à moins de 1 500 m des centres urbains et à moins de 300 m de toute maison. Mais le décret d'application n'a jamais été publié.

Utilisation interdite au Sri Lanka

En 2015, le Sri Lanka, grand producteur de thé et de riz, est devenu le premier pays à interdire le glyphosate, sur directive du président Mahinda Rajapaksa. «Il a expliqué que "l'herbicide était responsable d'un nombre croissant de patients souffrant d'une maladie chronique rénale [affectant] 15 % de la population en âge de travailler dans les régions du Nord", et qui a déjà "tué 20 000 personnes", écrit Marie-Monique Robin. Le premier cas a été identifié [...] en 1994. Et puis à partir des années 2000, ce fut une véritable épidémie.» Dans une interview diffusée en 2016 par Reporterre, Channa Jayasumana, chercheur en santé environnementale à l'université de Rajarata au Sri Lanka, explique : «L'étude épidémiologique, clinique et biochimique confirme qu'il existe un lien très fort entre le glyphosate et la maladie.»

Combiné avec une eau riche en calcium et contenant des métaux tel l'arsenic présent dans le sol, le glyphosate se transforme en décapant, et devient très toxique pour les reins. C'est ce qu'il se passe lorsque les paysans boivent l'eau de leur puits. C'est pourquoi «le gouvernement a décidé d'interdire l'importation, la distribution, la vente et l'utilisation d'herbicide à base de glyphosate au Sri Lanka», poursuit Jayasumana. Malgré les pressions de Monsanto, la décision est maintenue.

Et ailleurs ?

Dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, en Inde, où «les autorités ont enregistré une épidémie de maladie chronique rénale chez les riziculteurs», mais aussi «dans les régions côtières du Nicaragua, du Salvador et du Costa Rica, où le glyphosate est pulvérisé dans les champs de cannes à sucre», précise Robin. D'ailleurs, «le Salvador a voté l'interdiction de 53 pesticides et engrais chimiques contenant des métaux lourds comme [...] le glyphosate». liberation.fr 24.10

En complément. La méthode "et de droite et de gauche" ou "ni de droite ni de gauche".

- Glyphosate : les champs des possibles - Liberation.fr
- Une interdiction, combien ça coûte ? - Liberation.fr

Les partisans du glyphosate assurent que son arrêt aurait un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs. Liberation.fr

Le mercantilisme l'emporte sur toute autre considération, et effectivement il a "un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs" au niveau de leur santé.

- Glyphosate mais si, on peut s'en passer ! - Liberation.fr

Cultiver sans pesticides, c'est possible, contrairement à ce que disent les industriels, désireux de préserver leur très juteux marché. Liberation.fr

Gates le milliardaire philanthrope le plus riche du monde est actionnaire de Monsanto (Roundup) avec son pote Rockefeller. Drahi avec son torchon Libération appartient à la même famille des oligarques qui possèdent les trusts de la chimie qui empoisonnent ou polluent délibérément la terre entière...

Il serait donc fort mal à propos ou carrément déplacé de lui attribuer l'intention de nuire aux intérêts de ses petits camarades de classe ou de manifester un soudain intérêt pour le sort ou la santé de la population, il faut donc chercher ailleurs une explication à la publication de ces articles en apparence contradictoires. C'est un peu comme si on disait que Macron allait s'attaquer aux industriels, personne ne le croirait un instant.

Un internaute fournit une explication.

- *"Les médias, propriété des gens de pouvoir favorables à ce système, sont absolument nécessaires pour espérer gagner à la présidentielle... Nous l'avons encore vu en mai dernier : le petit prodige que la banque Rotschild a donné gracieusement à la France aurait-il été élu sans le soutien massif de tous ces journaux, tv, journalistes, éditocrates et autres thuriféraires béats d'admiration sur commande ?"*

Une autre explication, consiste à constater qu'ils fournissent sur un même sujet deux interprétations diamétralement opposées, qui présenteraient chacune des avantages et des inconvénients, de telle sorte que les lecteurs ne sachent pas laquelle est bonne ou nuisible pour eux, et une fois déstabilisés la majorité d'entre eux opteront pour celle que le journal voulait leur imposer à leur insu. Cette méthode est une forme de démagogie destinée à annihiler l'esprit critique des lecteurs.

En complément quelques réflexions d'internautes lus ce mercredi matin.

1- *"L'idéal doit toujours être recherché et une société raisonnablement démocratique est peut-être celle qui cherche réellement à l'atteindre. Il me semble que cette volonté n'existe même plus dans ce pays. La loi de la jungle c'est le néolibéralisme et nous y sommes jusqu'au cou."*

2- *"Les sociétés "véritablement" démocratiques ont-elles jamais existé? C'est à dire autrement que sous la forme de sociétés régies par la seule loi de la jungle ?"*

Le problème n'est peut-être pas que notre société nous impose une norme à ne pas transgresser, mais que la norme qu'actuellement nous impose notre société n'est pas juste."

3- *"Vivre en démocratie impose que l'intérêt général soit toujours privilégié par rapport à l'intérêt individuel, cela implique de renoncer à une fraction de sa liberté pour que nous puissions tous l'être de façon satisfaisante, c'est le contrat social de Jean-Jacques Rousseau."*

Mais pour être collectivement libre il faut que chacun puisse utiliser sa liberté en connaissance de cause. Ce n'est pas ce que font les zombies qui votent contre l'intérêt général, sans en avoir conscience, en favorisant l'enrichissement des 1% au détriment de tous les autres. C'est pour cette raison que le néolibéralisme, qui est la loi du plus fort, ne peut-être que l'ennemi irréconciliable de la démocratie et l'antichambre du fascisme."

On retrouve ici les réflexions que je vous ai proposées plus haut ou dans de précédentes causeries.

Etat policier. "Il me semble" que vous êtes coupable : Embastillé sur le champ !

- "Entre le fait de pouvoir flirter et le fait de pouvoir harceler, il me semble y avoir des différences", estime Gérard Collomb - Franceinfo

Amendes et gardes à vue pour les harceleurs de rue, dit Collomb - Reuters

Les agents de la police de sécurité du quotidien vont être équipés de tablettes numériques afin de mettre "des amendes immédiates" aux personnes qui se rendraient responsables de harcèlement de rue, a annoncé jeudi Gérard Collomb.

Grâce à ces tablettes, les policiers pourront aussi "prendre les coordonnées de la personne, regarder s'il a déjà été fiché", a poursuivi le ministre de l'Intérieur sur franceinfo.

"S'il a été fiché, s'il y a répétition de l'agression, évidemment (les policiers devront) le déférer directement en garde à vue et ensuite introduire une action judiciaire", a-t-il ajouté. "Pouvoir prendre en charge ce type de problématique, ça participe à la sécurité et à un sentiment de tranquillité." Reuters 19 octobre 2017

Il n'y a pas encore si longtemps en Inde, et je pense encore dans la tête de beaucoup d'Indiens, toucher la main d'une femme, c'était la violer. Et ne voilà-t-il pas que des femmes indiennes se révoltent contre le viol qui serait monnaie courante dans le pays, à croire que la restriction (et la répression) des rapports entre les femmes et les hommes ne serve pas à empêcher les abus ou les atteintes à la liberté des femmes de disposer de leur propre corps.

Admirez le parti pris de Reuters: "*prendre les coordonnées de la personne*" qui pourrait être un homme ou une femme, et bien non, ce sera forcément un homme "*regarder s'il a déjà été fiché*". Ils se trahissent eux-mêmes.

Sur la base du simple témoignage oral d'une femme prétendant avoir été harcelée, de présumé innocent vous deviendrez un véritable coupable.

Apparemment les homosexuels ne pratiqueraient pas le harcèlement sexuel. Or, il m'est arrivé quand j'étais responsable technique chez Sprint (Canon) de me retrouver assis au côté du responsable d'un centre de formation dans sa voiture, c'était à l'heure du déjeuner, nous avions à peine démarré qu'il commença par balader sa main droite sur ma cuisse gauche en m'adressant un grand sourire, extrêmement gêné parce que c'était une relation de mon patron et que je venais d'être embauché, je retirai doucement sa main, il y revint deux ou trois fois puis cessa voyant que ce n'était pas mon genre. Par la suite, il se montra odieux avec moi, et je remarquai que mon patron me regardait de travers pendant qu'ils discutaient ensemble. Cela ne s'invente pas 27 ans plus tard.

Cela les démange toujours ou ils ont un sexe à la place du cerveau... et ils ne savent pas quoi en faire (des deux !).

- Une ex-assistante parlementaire porte plainte pour agression sexuelle contre un député LREM - Franceinfo

L'ex-assistante parlementaire d'un député LREM de Moselle a décidé de porter plainte. Une affaire révélée il y a quelques heures par Franceinfo.

- Le conseiller régional d'Île-de-France Gilbert Cuzou visé par deux plaintes pour agressions et harcèlement sexuels - Le Huffington Post

- Sondage : plus d'une Française sur deux dit avoir été harcelée sexuellement - LeFigaro.fr

- «#MeToo, dans la vraie vie»: des rassemblements s'organisent partout en France - LeFigaro.fr

Parole de pute.

Attention les yeux ! La belle Kendall Jenner est apparue le 23 octobre dernier lors du diner Vogue Magazine, vêtue d'une robe argentée fendue. Et elle est ultra canon. Closer 25 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont timbrés. Quand est-ce qu'on fout le feu au régime ?

- La Poste. Le prix du timbre va flamber - Liberation.fr

Les tarifs du courrier vont grimper de 4,7 % en moyenne au 1er janvier, mais parmi eux, le prix des timbres ordinaires augmentera deux fois plus, a annoncé jeudi la Poste. Le timbre rouge passera ainsi de 85 à 95 centimes. Liberation.fr 19 octobre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment faire passer la politique ultra réactionnaire du gouvernement. Mode d'emploi.

- **Loi travail. La mobilisation s'essouffle - Liberation.fr**

La troisième journée de protestation contre les ordonnances, menée à l'appel de la CGT et de Solidaires, montrait jeudi un net essoufflement de la mobilisation. La préfecture de police a estimé à seulement 5 500 le nombre de manifestants contre la réforme du code du travail à Paris, 25 000 selon la CGT. Le 21 septembre, 16 000 manifestants avaient été décomptés par la préfecture de police. Ailleurs en France, la mobilisation était aussi en baisse significative, que ce soit à Pau, Bayonne, Rennes, Toulouse ou Lyon. Une éventuelle action, avec d'autres syndicats, pourrait être annoncée le 24 octobre. Liberation.fr 19 octobre 2017

- **France-CGT et FO appellent à des grèves le 16 novembre - Reuters**

La CGT, FO, Solidaires et des syndicats étudiants ont appelé mardi soir à une nouvelle journée de grèves et de mobilisation contre la politique sociale d'Emmanuel Macron le 16 novembre, après une rencontre intersyndicale au cours de laquelle les syndicats ont échoué à porter un message commun.

Les organisations CGT, Force ouvrière, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, FSU, Solidaires et les syndicats étudiants Unef, Unl, Fage et Fidl se sont réunies au siège de la CFDT pour tenter de porter des propositions communes sur les réformes sur la formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, et faire le point sur la réforme, désormais adoptée, du Code du travail.

Pour la deuxième fois en deux semaines, elles ont échoué à s'entendre. La CGT, FO, la CFE-CGC, Solidaires, la FSU, l'Unef, l'Unl et Fidl n'ont pas accepté le texte qui était porté par la CFDT, la CFTC, la Fage et l'Unsa. Reuters 25 octobre 2017

En famille. Ils s'adaptent même à la pire réaction.

- Mouvement du 1er juillet: Hamon revendique près de 30.000 adhérents - AFP

Le mouvement du 1er juillet (M1717) lancé par Benoît Hamon compte "près de 30.000 adhérents" et pourrait "bientôt passer devant le PS", a confié l'ancien candidat socialiste à la présidentielle, jeudi à l'AFP, lors d'un déplacement à Grenoble.

Le Parti socialiste, que M. Hamon a quitté en lançant le M1717, revendique encore officiellement 90.000 adhérents mais ils seraient en réalité moitié moins selon des sources officieuses.

Pour rassembler la gauche, "il faut des projets adaptés à chaque élection, soutenus par des mouvements ou des partis, pour que tout le monde y voie sa place mais que personne n'y plante son drapeau", a estimé M. Piolle, qui dirige la ville alpine à la tête d'une coalition écologistes-PG-citoyens. AFP 19 octobre 2017

A retenir de ces tartufes, "il faut des projets adaptés à chaque élection", soyons vulgaire : pour mieux baiser les électeurs, il faut leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre, on doit adapter notre discours en fonction de notre auditoire, il ne faut pas être con, mais les prendre pour des cons, assurément !

Vous en redemandez.

- "Il faut construire une nouvelle synthèse politique entre une tradition socialiste, celle de l'écologie politique, une nouvelle approche de la croissance", explique l'ancien candidat à l'Élysée dans Le Monde daté de mardi. Reuters 24 octobre 2017

En réalité, Hamon et Mélenchon partagent la même idéologie, celle de la bourgeoisie, ils se partagent les rôles afin d'empêcher qu'un véritable parti socialiste révolutionnaire puisse se construire, aidés en cela par tous ceux qui prétendent le construire et les courtisent.

En famille. Tartuferie. Quand un charlatan tombe le masque.

- Jean-Luc Mélenchon propose à Guillaume Peltier de rejoindre les insoumis après son discours souverainiste - Le Huffington Post

"Quand allez vous renoncer à l'ultra-libéralisme? Quand allez vous enfin protéger nos travailleurs, nos ouvriers, nos paysans? Quand allez vous enfin rétablir la souveraineté de notre peuple, la puissance et la grandeur de notre Europe?", a ainsi conclu Guillaume Peltier, le porte-parole des Républicains à l'Assemblée nationale, pendant que l'ancien candidat à l'élection présidentielle l'invitait à rejoindre les rangs des Insoumis. Le Huffington Post 25 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les Kurdes d'Irak se retournent contre les Barzani - Réseau Voltaire

La mascarade du scrutin truqué du référendum d'indépendance du Kurdistan iraquien, du 25 septembre 2017, se retourne contre ses initiateurs, les familles Barzani et Talabani.

Durant la campagne référendaire, le gouvernement régional kurde d'Iraq a affirmé que 80 pays dans le monde —dont les États-Unis et la France— soutenaient la création du nouvel État. Cet argument est apparu décisif pour de nombreux électeurs.

Le général des Gardiens de la Révolution iranienne, Qasem Soleimani, a mis en garde au dernier moment les Barzani. L'arrivée de 200 000 Israéliens et l'installation de missiles au Kurdistan iraquien ne pouvait qu'ouvrir une nouvelle guerre. Mais les Barzani n'ont rien voulu entendre.

Prenant l'initiative, les troupes nationales iraqiennes ont alors libéré la région de Kirkouk et ses champs pétroliers de l'occupation kurde, le 16 octobre. Plus de 100 000 Kurdes, qui s'y étaient installés en coordination avec Daesh et avaient expulsé la population autochtone, se sont enfuit en deux jours. La communauté internationale n'a émis aucune réaction.

Le gouvernement national iraquien vient ainsi de restituer aux arabes, chrétiens et musulmans, les territoires qui leur avaient été volés. Il a aussi évité une intervention et une occupation turco-iranienne du pays.

Les médias occidentaux qui n'ont cessé de soutenir la dictature des Barzani, n'ont rien dit

- des assassinats politiques de leurs opposants,
- de l'impossibilité de tenir des élections mais de la possibilité d'organiser un référendum,
- de leur accord avec Israël,
- de leur accord avec Daesh,
- de leur responsabilité dans le génocide des Kurdes yézidis,
- de l'annexion de 80% de leur territoire en quelques années,
- ni du nettoyage ethnique qui suivit. Ils sont également restés silencieux sur les développements actuels.

Les Kurdes d'Iraq réalisent, mais un peu tard, que les Barzani et les Talabani les ont menés en bateau. Aucun pays —sauf Israël— ne peut admettre la création d'un nouvel État fondé sur l'annexion et le nettoyage ethnique.

Massoud Barzani, président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, ne pourra plus longtemps proroger artificiellement son mandat. Sans attendre, les Talabani ont prudemment pris leurs distances avec le pouvoir illégitime d'Erbil.

Bagdad vient de lancer un mandat d'arrêt contre le vice-président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, Kosrat Rasul, pour son rôle et ses propos lors de la libération de Kirkouk. Réseau Voltaire 21 octobre 2017

République tchèque

- Le mouvement populiste de Babis remporte les législatives tchèques - AFP

Profitant de la méfiance des Tchèques vis à vis de leur classe politique et des "ordres de Bruxelles", le mouvement populiste ANO du milliardaire Andrej Babis, qualifié de "Trump tchèque", a largement remporté les élections législatives.

Le scrutin de vendredi et samedi aura vu aussi une percée spectaculaire du parti d'extrême droite SPD, anti-immigration et anti-UE, et celle d'une formation "anti-système", le Parti Pirate, selon les résultats officiels publiés après le dépouillement dans 99,9% des bureaux de vote.

ANO ("Oui" en tchèque), qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, contre l'accueil des migrants et la zone euro, obtient 29,7 % des voix, soit 78 sièges à la chambre basse qui en compte 200.

"Nous sommes enthousiastes. Nous remercions nos 1,5 million d'électeurs, ça dépasse nos attentes, car il y a eu une campagne de désinformation massive contre nous", a réagi M. Babis lors d'une conférence de presse.

A plusieurs reprises, il a souligné qu'il était "pro-européen". "Je ne sais pas pourquoi quelqu'un dit que nous sommes contre l'Europe", a-t-il insisté. "Nous ne représentons pas une menace pour la démocratie".

"Nous sommes prêts à lutter pour nos intérêts à Bruxelles, nous faisons partie intégrante de l'UE, et de l'Otan", a-t-il poursuivi, avant d'inviter l'Union à "engager une réflexion" et "cesser de parler d'une Europe à deux vitesses".

Il n'a pas donné d'indication avec qui il comptait former une coalition et le gouvernement, déclarant qu'il avait proposé des négociations à tous les partis entrés au parlement et "attendait leur réaction".

Il s'agit d'une opération délicate dans une chambre fragmentée entre neuf partis. Deux d'entre eux, l'ODS (droite eurosceptique) et KDU-CSL (chrétien-démocrate) ont immédiatement annoncé qu'ils ne négocieraient pas avec M. Babis.

Le chef du premier, Petr Fiala, a affirmé qu'il y avait chez ANO "des gens qui ont promis beaucoup de choses et qui ne seront pas capables de les réaliser", tandis que le leader chrétien démocrate Pavel Belobradek, a dit qu'il n'irait pas "dans un gouvernement, s'il s'y trouve des gens poursuivis par la justice", dans une allusion aux ennuis de M. Babis avec la justice.

Il reste que près d'un électeur sur trois a donné sa voix au milliardaire controversé qui a réitéré encore à la veille du vote son hostilité à l'accueil des migrants et à la zone euro.

L'ANO est suivi par trois partis ayant obtenu des résultats presque identiques l'ODS (droite), 11,3%, soit 25 sièges, le Parti Pirate, 10,8% (22 sièges) et le SPD d'extrême droite, 10,6% (22 sièges).

Fermelement opposé à l'intégration européenne et à l'immigration, le SPD est porté par un courant d'opinion présent ailleurs en Europe de l'Est. Il a reçu le soutien de la présidente du Front National français, Marine Le Pen.

En se félicitant d'avoir recueilli plus d'un demi-million de voix, le chef de file du SPD Tomio Okamura a répété que son objectif était "d'arrêter toute islamisation de la République tchèque" et d'imposer "une tolérance zéro de la migration", voire de promouvoir un référendum sur la sortie de l'UE.

Les Tchèques ont par ailleurs durement sanctionné le Parti social-démocrate CSSD du Premier ministre sortant Bohuslav Sobotka qui subit une chute brutale et n'arrive que 6e, avec 7,3 % des voix, soit 15 sièges.

Quatre autres partis franchissent également le seuil d'éligibilité de 5%: le Parti communiste KSCM, nostalgique de l'ancien régime totalitaire, 7,8%% (15 sièges), les chrétiens-démocrates KDU-CSL 5,8% (10 sièges), et deux petits partis centristes, TOP 09 et STAN, 7 et 6 sièges respectivement.

Bien qu'il soit milliardaire, et qu'il soit inculpé pour fraude aux subventions européennes, M. Babis est porteur d'espoir pour ceux qui se considèrent comme les laissés pour compte de la prospère société tchèque.

En dépit de la bonne marche de l'économie, qui a affiché un taux de chômage de 3,8% en septembre et prévoit une croissance de 3,6% cette année, il y a au sein de la société tchèque des groupes sociaux relativement défavorisés qui sont soit lourdement endettés, soit doivent travailler très dur pour joindre les deux bouts, accusant les élites politiques traditionnelles d'en être responsables. Bon nombre d'entre eux soutiennent M. Babis. AFP 21 octobre 2017

Autriche

- Autriche: vers une coalition avec l'extrême droite - AFP

Le jeune leader conservateur Sebastian Kurz, appelé à devenir le prochain chancelier autrichien après sa victoire aux législatives, a annoncé avoir eu samedi une discussion "des plus positives" avec le patron du parti d'extrême droite FPÖ, confortant le scénario d'une alliance avec cette formation.

"Nous avons eu une discussion des plus positives", a déclaré M. Kurz à la sortie d'un premier rendez-vous officiel avec le chef du FPÖ Heinz-Christian Strache, vingt-quatre heures après avoir été formellement chargé de former un gouvernement par le président de la République.

Vainqueur des élections du 15 octobre, M. Kurz, 31 ans, a indiqué avoir le "sentiment très fort" que le FPÖ manifestait non seulement une "volonté de changement", mais aussi une "conscience des responsabilités".

M. Kurz et son parti chrétien-démocrate ÖVP ont remporté les législatives anticipées avec 31,5% des voix, devant les sociaux-démocrates du chancelier sortant Christian Kern (SPÖ, 26,9%) et le FPÖ (26%).

Une alliance avec le FPÖ est jugée la plus probable, après une campagne où M. Kurz a embrassé plusieurs thèmes de ce parti, notamment sur l'immigration, et promis un "renouvellement" après dix ans de grande coalition avec le SPÖ.

Le leader conservateur, qui est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde, a toutefois assuré qu'il discuterait avec tous les partis. Il doit encore rencontrer M. Kern dimanche avant de lancer formellement des négociations de coalition.

Mais M. Strache, 48 ans, a avoué à l'issue de la réunion samedi être "optimiste" concernant l'ouverture de telles négociations avec le FPÖ, et ce dès "la semaine prochaine".

Jeudi, M. Strache avait indiqué avoir déjà longuement reçu M. Kurz à son domicile pour un entretien "privé" qualifié de "très amical".

En 2000, l'entrée du FPÖ dans le gouvernement du chancelier conservateur Wolfgang Schüssel avait provoqué un séisme en Europe et l'adoption de sanctions de l'UE contre Vienne.

Dans un contexte de montée des partis populistes et anti-migrants dans plusieurs pays européens, une telle levée de boucliers apparaît peu probable aujourd'hui, d'autant que M. Strache a veillé à lisser l'image de son parti.

M. Kurz, qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis quatre ans, a par ailleurs veillé à réaffirmer son "engagement" en faveur de l'UE, lors d'un déplacement à Bruxelles jeudi. AFP 21 octobre 2017

Belgique et OTAN

- Du nouveau sur les Tueurs du Brabant - Réseau Voltaire

L'affaire des Tueurs du Brabant a été relancée cette semaine par des articles des Het Laatste Nieuws [1] et une émission de télévision de la télévision flamande. Le frère d'un gendarme d'élite, Christian Bonkoffsky, a déclaré que celui-ci lui avait révélé sur son lit de mort être l'un des mystérieux tueurs. Tandis qu'un avocat de victimes a dénoncé les ratées de l'enquête judiciaire.

Entre 1982 et 1985, en Belgique et dans le Nord de la France, des inconnus réalisèrent une série de braquages sans mobile financier, tuant 28 personnes. Ils sont connus comme les « Tueurs du Brabant » ou la « Bande de Nivelles » (Bende van Nijvel). Les magistrats instructeurs, le ministre de la Défense et une commission d'enquête de la Chambre des représentants se heurtèrent au Secret-Défense de l'Otan [2].

Durant les années 80, l'Otan organisa une série d'attentats en Europe sur le modèle de ce qu'elle fit ces dernières années avec des jihadistes.

Les autorités, qui prennent ces révélations très au sérieux, considèrent que cet ancien gendarme de l'unité d'élite Diane correspond au portraits robots de l'époque. Des vérifications attestent qu'il n'était pas physiquement présent à son travail durant les nombreuses attaques. La Justice belge interroge tous les anciens collègues du suspect décédé. Le témoin a également révélé que deux autres ex-membres du groupe Diane étaient venus visiter le suspect à son domicile. Réseau Voltaire 23 octobre 2017

[1] « Vermassen denkt te weten wie achter Bende van Nijvel zit : "We moeten naar Staatsveiligheid van die tijd kijken" », « Onderzoek Bende van Nijvel in stroomversnelling : "Vaak uitgelachen, maar nu krijgen we toch gelijk" », Het Laatste Nieuws, 15 & 21 oktober 2017.

[2] « Les armées secrètes de l'Otan (X) : La guerre secrète en Belgique », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 6 juin 2011.

Argentine

- Victoire aux législatives pour le président argentin, Kirchner élue - AFP

Le président de centre-droit Mauricio Macri tient une nouvelle victoire électorale: sa coalition Cambiemos se consolide au pouvoir lors des législatives de mi-mandat, ce qui lui permettra de poursuivre ses réformes libérales. AFP

Japon

- Japon: nouveau départ pour Abe, conforté par une solide majorité - AFP

Le Premier ministre conservateur japonais Shinzo Abe détenait lundi un nouveau mandat doté d'une très confortable majorité après les législatives anticipées... AFP

États-Unis et Indonésie

- Les États-Unis ont soutenu le massacre d'un demi-million d'Indonésiens en 1965 Par Max Walden — 22 octobre 2017

Des documents nouvellement déclassifiés ont réaffirmé que le gouvernement des États-Unis connaissait et avait soutenu le massacre par l'armée indonésienne et les groupes d'autodéfense affiliés d'environ 500 000 à un million d'Indonésiens en 1965-1966.

Décrit par la CIA (Central Intelligence Agency) comme « l'un des pires meurtres de masse du 20ème siècle », le massacre de 1965 a été déclenché à cause d'une tentative de révolution en septembre de cette année par un groupe de généraux de gauche et les dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI).

Grace à une « collaboration sans précédent » avec le National Declassification Center, des documents publiés mardi par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington, montrent que le gouvernement américain avait « une connaissance détaillée » des massacres qui ciblaient les communistes, les gauchistes et les Indonésiens d'origine chinoise en répression de la révolution ratée appelée Mouvement du 30 septembre.

Ils précisent que l'ambassade des États-Unis à Jakarta enregistrerait les noms de membres du PKI exécutés et « soutenait activement » les efforts de l'armée pour anéantir le parti communiste en Indonésie, le troisième en importance à l'époque. Un million d'autres communistes présumés ont été emprisonnés.

Au milieu de la guerre froide, cet événement a vu l'éviction de Sukarno et l'ascendant du général de droite Suharto qui gouvernerait ensuite le pays pendant 32 ans.

Un câble d'un agent consulaire américain à Surabaya a noté le « massacre » de milliers de membres du PKI dans l'est de Java par Ansor, l'aile paramilitaire de Nahdlatul Ulama (NU), qui reste la plus grande organisation musulmane d'Indonésie.

L'agent consulaire a raconté que des victimes avaient été égorgées, que des dizaines de corps flottaient dans les rivières locales et que 15,000 personnes avaient été assassinées dans un seul village. Les meurtres dans la région étaient commis sous la « coloration » d'être une « guerre sainte: tuer des infidèles » permettant aux bourreaux d'aller au paradis, a-t-il dit.

Les historiens et les activistes se sont longtemps documentés sur le rôle des États-Unis dans les atrocités en Indonésie. Fait révélateur, les États-Unis ont refusé de participer au Tribunal populaire international de 1965 à La Haye, aux Pays-Bas, dirigé par des groupes de la société civile en novembre 2015.

Le rapport final du Tribunal a conclu que: « Les États-Unis ont suffisamment soutenu l'armée indonésienne, sachant pertinemment qu'ils se lançaient dans un programme d'exécutions massives et d'autres comportements criminels, justifiant l'accusation de complicité de crimes contre l'humanité ».

« La preuve la plus claire de ce crime est la fourniture de listes de noms de fonctionnaires du PKI [par la CIA aux autorités indonésiennes] quand il y avait une forte présomption que celles-ci faciliteraient l'arrestation et/ou l'exécution des personnes dénoncées. »

Le massacre de 1965 reste un sujet extrêmement tabou en Indonésie. Cela a encore été démontré le mois dernier lorsque des groupes ultranationalistes et islamistes ont assiégé un centre juridique communautaire à Jakarta parce que ce dernier avait organisé un événement pour les victimes du massacre. Asian Correspondent

Asian Correspondent, un site d'information en anglais lancé en octobre 2009 par Hybrid News Limited, est le partenaire en ligne pour Associated Press en Asie et fournit des nouvelles de dernière heure, des articles d'opinion et des analyses sur la région Asie-Pacifique. Les informations du site sont souvent reprises par les grands médias.

<http://arretsurinfo.ch/les-etats-unis-ont-soutenu-le-massacre-dun-demi-million-dindonesiens-en-1965/>

Question : Sachant que l'agence de presse officielle américaine Associated Press est aussi pourrie que Reuters (G-B) ou l'AFP (France), on est en droit de se demander si la déclassification de ces documents n'est pas destinée à alimenter les tensions en Indonésie et à justifier la répression féroce de Duarté...

Etats-Unis

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

Le président américain peut toutefois encore décider d'en maintenir certains secrets, pour des questions de sécurité. Une option que Donald Trump se réserve dans son tweet et qu'un responsable de la Maison Blanche a encore mis en avant dans l'après-midi.

"Le président estime que ces documents devraient être rendus accessibles dans l'intérêt d'une transparence complète, à moins que les services (de renseignement et sécurité) ne fournissent une justification claire et convaincante liée à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre", a déclaré ce responsable.

Citant des membres de l'administration, le journal Politico avançait vendredi que Donald Trump était sous pression, notamment de la CIA, pour qu'il bloque la publication de certains de ces feuillets, notamment ceux datant des années 1990 car ils pourraient exposer des agents et informateurs encore en activité. AFP 22 octobre 2017